HISTORIA
magazine
107
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 361 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



L'ARMÉE DES FRONTIÈRES SE PRÉPARE



CESSEZ-LE-FEU, ÉMEUTES, ET RÉFÉRENDUM

Jean FONTUGNE

LES unités du service d'ordre, secondées par la quasi-totalité de l'armée, ne connaîtront pas de trêve au cours de la seconde quinzaine du mois de mars 1962.

L'O.A.S. jette en effet toutes ses forces dans les actions qu'elle mène en métropole et en Algérie. Aux attentats qui se succèdent s'ajoute maintenant l'insurrection armée, et Alger revit les journées des barricades. L'échec sera total et l'armée française, dont les effectifs sont progressivement réduits, définitivement hostile aux insurgés.

Mais plus grave est sans doute le désespoir de la population européenne au lendemain de ce sanglant affrontement. Rien ne va plus, d'ailleurs, pour l'organisation, qui, après l'arrestation du général Jouhaud, ne peut réussir à implanter ses maquis dans les régions qui étaient les plus favorables à la fusion des deux communautés, comme l'Ouarsenis.

Le général Salan ne se fait plus d'illusions. Sa décision de créer un Conseil national de la Résistance confirme, pour beaucoup de ses proches, que, pour lui, c'est en métropole, et rapidement, que doit être porté l'effort de l'O.A.S.

De son côté, le général de Gaulle, loin d'être influencé par les récents événements en Algérie, s'efforce au contraire d'accélérer l'application des accords d'Évian.

C'est tout d'abord la réduction du temps de service militaire qui ne laisse plus de doute sur ses intentions de paix. Puis, après la réunion du G.P.R.A. à Dar-es-Salam (31 mars), la mise en place de l'exécutif provisoire à Rocher-Noir à la veille de la consultation en France.

Le référendum qui doit se dérouler le 6 avril ne sera donc pas une consultation sur la politique algérienne du gouvernement mais, une fois encore, l'approbation par la nation de la politique gouvernementale, celle du chef de l'État.

Et malgré leurs « mais »..., tous les grands partis feront une fois de plus voter oui...

J. F.

Sommaire n° 107 - Historia magazine n° 361

Mayer

Ci-dessus : Évian. Dans cette jolie petite ville au bord du lac Léman se joue le destin de l'Algérie. *Ci-dessous :* Alger. A l'approche de la signature des accords entre la France et le G.P.R.A., les attentats O.A.S. redoublent de violence. Dans la ville, on assiste à un véritable festival de plastiquages qui n'épargnent ni les Européens ni les musulmans.



Baron



J. Magnan

SANGLANTE ALGÉRIE...

▶ SANGLANTE ALGÉRIE...

dans les rues, on enjambe des cadavres

« A ALGER c'est la terreur, écrit, dans son journal, l'écrivain Mouloud Feraoun, le 28 février 1962. Depuis deux jours, je suis enfermé chez moi pour échapper aux ratonnades. Il y en a eu une formidable à Bab-el-Oued : des dizaines de morts et de blessés... »

Il décrit l'une de ces hideuses chasses à l'Arabe à laquelle il a assisté au centre de la ville :

« ... Mitraillage, fuite désordonnée des passants...

» L'un des assassins est juste à mon niveau, sur le trottoir qui me fait face, mais lui aussi me tourne le dos. Il a un chandail bleu clair, il est jeune, trapu, tout rondelet... Je vois une silhouette qui tombe, une autre fuit vers le boulevard Bugeaud... Des gosses accourent, des grandes personnes... Je n'ai pas le courage de m'approcher des deux corps étendus. Je m'en vais, la peur dans le ventre, la sueur au front. »

Oui, à Alger c'est la terreur, l'enfer. Les commandos de l'O.A.S. sont dans la rue. On tue partout. Salan a fait diffuser à ses troupes son ordre du jour n° 29 : « ... Je veux que, dans la mesure du possible, nous soyons maîtres des événements. Je veux les provoquer. En bref, j'écarte *a priori* toute idée défensive au profit d'une offensive généralisée. »



ECPA

A gauche : une voiture piégée a explosé. *A droite* : bouclage dans Alger. Entre O.A.S. et forces de l'ordre, c'est la guerre totale. Le général Salan, dans son instruction du 23 février, déclare : « On ne fait la guerre, on ne descend dans la rue ni avec des enfants de chœur ni avec des « gens de salon », mais avec des hommes de main courageux et, il faut bien le reconnaître, dépouillés de considérations mondaines. » Pour l'ultime phase du combat, l'O.A.S. prévoit l'entrée en scène de la population en marée humaine, afin de la faire participer sans réserve aux combats...

Les commandos O.A.S. se déchaînent



ECPA



ECPA

Le plan Salan peut se résumer ainsi : multiplier partout et dans tous les domaines actions subversives, harcèlements des forces de sécurité et initiatives psychologiques; faire sombrer le pays dans l'anarchie généralisée et, à la faveur du chaos, remplacer peu à peu l'autorité légale par le pouvoir de fait O.A.S., entraîner les masses européennes, voire musulmanes, et, si possible, une partie de la troupe; bref, pourrir au maximum la situation pour cueillir, au bout du compte, l'Algérie comme un fruit mûr.

Au nombre des initiatives à la fois psychologiques et politiques de prestige, Raoul Salan n'exclut pas l'hypothèse d'un « Conseil national de la Résistance » dont la présidence — cela le rajeunira — pourrait être confiée à Georges Bidault. Voilà qui frapperait l'opinion publique et accélérerait le processus de détérioration.

La manœuvre sur le terrain, telle que la prévoit l'ordre du jour de Salan, doit s'exécuter de la manière suivante : il faut concentrer les principaux moyens sur les villes déjà largement mises en condition; le gouvernement dispose de gendarmes mobiles et de C.R.S. fidèles, mais une partie de l'armée est molle et hésitante; si l'O.A.S. peut entraîner une troupe de son côté, d'autres suivront. Un certain nombre de jeunes cadres militaires sont efficacement noyautés. En outre, la population européenne des villes est maintenant assez structurée et encadrée pour constituer un outil très valable.

» Le principe général est de développer sur tous les fronts la guerre subversive : débrayages massifs, actions violentes en milieu F.L.N., raids de commandos contre les points névralgiques, manifestations populaires de protestation sous tous les prétextes afin de « chauffer » la masse européenne et de recréer, au moins localement, une atmosphère de 13 Mai.

» Sur le plan tactique, les commandos O.A.S. devront multiplier les harcèlements contre le quadrillage en vue de l'énerver, de l'user, faute de pouvoir le casser. Ordre est donné d'ouvrir le feu sur les gendarmes mobiles et les C.R.S. Des bouteilles explosives seront jetées contre leurs blindés. Leurs véhicules, ainsi que les pompes à essence, seront incendiés. Des fûts d'huile de vidange seront répandus sur la chaussée pour provoquer le dérapage des camions et des chars et les rendre ainsi plus vulnérables au moment de l'attaque.

» Dans un autre domaine, les groupes armés devront s'attaquer avec une vigueur accrue à tous les cadres musulmans : médecins, avocats, pharmaciens, fonctionnaires, techniciens, etc. *L'objectif est de détruire les meilleurs éléments musulmans des professions libérales pour obliger la*



ECPA



ECPA

Les slogans et les affiches O.A.S. couvrent les murs des villes d'Algérie. « Pour nos enfants, la paix en Algérie », proclame l'organisation. Mais entre la communauté musulmane et la communauté européenne, le fossé se creuse chaque jour davantage. Et le pire est arrivé. A Alger comme à Oran, des ratonnades ont eu lieu. Des groupes déchaînés, dans divers quartiers de la ville, se sont livrés à la chasse à l'Arabe, réaction viscérale atroce de gens désespérés, affolés, devenus la proie d'une colère aveugle.

population musulmane à avoir recours à nous.

» Dans la forme de guerre que nous menons, déclare Salan à ses troupes, tout est bon pour démoraliser et neutraliser l'adversaire, consolider nos positions et améliorer nos moyens. Encore une fois, il faut prendre l'armement dans les dépôts de l'adversaire, il faut prendre l'argent dans ses banques. Je ne me dissimule pas que certaines actions peuvent prêter à critique et engendrer quelques erreurs regrettables. On ne fait la guerre, on ne descend dans la rue ni avec des enfants de chœur ni avec des « gens de salon », mais avec des hommes de main courageux et, il faut bien le reconnaître, dépouillés des considérations mondaines. »

Février-mars... Les commandos O.A.S. se déchaînent à travers Alger, multipliant les attentats. Le plus doux des printemps voit s'accomplir la plus sanglante des boucheries. Cela se passe là, dans la rue, sous les yeux des passants et aux heures d'affluence de préférence. Ainsi les tueurs peuvent-ils disparaître plus aisément en s'évanouissant dans la foule.

Les flaques de sang maculent les trottoirs. On enjambe les cadavres... Les tueurs vont par trois en général. Le premier glisse le pistolet dans la main du second et s'en sépare. Celui-ci dépasse la victime désignée, se retourne, tire une fois, deux fois, visant la tête, à bout portant. Puis il passe l'arme à un troisième et s'éclipse.

Et c'est ainsi du matin au soir. Dans le centre de la Ville blanche, les voitures de police sillonnent Alger dans un miaulement de sirènes. Autour de chaque victime un rassemblement de curieux se fait et se défait. Aux attentats de l'O.A.S. répondent ceux du F.L.N. Et certains soirs, pour la seule ville d'Alger, le tragique bilan se solde par plusieurs dizaines de victimes.

Le 27 février, les tueurs frappent ainsi quinze fois en moins d'une heure dans le centre, laissant derrière eux 13 morts et 6 blessés. Et cela dans un rayon de cinq cents mètres environ autour du principal carrefour d'Alger. Le même jour, un commando attaque, au bazooka cette fois, la caserne des gendarmes à Maison-Carrée. Le feu qui se déclare aussitôt gagne un dépôt d'essence et de munitions. Pendant une partie de la nuit un formidable feu d'artifice embrase le ciel de la banlieue.

Les commandos « Delta » qui s'en prennent aux musulmans procèdent parfois par série. Ce n'est plus alors du « terrorisme aveugle », mais du « terrorisme dirigé ». Il y a, par exemple, la journée des facteurs : le 22 février quatre employés des P.T.T. sont tués, un cinquième est grièvement blessé, alors qu'ils effectuent leur tournée. On ramasse les corps gisant au milieu des lettres et des télégrammes échappés des sacoches et tapissant le sol.

Après les facteurs, les fleuristes

Pourquoi les facteurs? On assure dans les milieux activistes que les postiers algérois colportent les tracts et les mots d'ordre du F.L.N... Mais on observe que la sanglante journée des facteurs a fait suite aux attentats dirigés contre les traminots, les médecins, les cheminots, les employés d'Électricité et Gaz d'Algérie. Le but poursuivi semble bien être en fait de provoquer des grèves pour désorganiser la vie d'Alger et aggraver le malaise des populations.

Après les facteurs, c'est au tour des fleuristes, qui sont abattus, autour des marchés, sur leurs étals de roses et d'œillets. Puis celui des coiffeurs et des préparateurs en pharmacie : en moins d'une demi-heure cinq d'entre eux sont assassinés dans leur officine. Enfin, celui des femmes de ménage musulmanes qui s'aventurent encore en ville européenne : les tueurs n'hésitent pas à étrangler des fatmas dans les couloirs des immeubles...

Le 3 mars, Me Pierre Garrigues, successeur de Me Pierre Popie, l'avocat libéral assassiné en janvier 1961, tombe à son tour sous les balles des tueurs dans son cabinet de la rue de l'Abreuvoir. Plus nettement encore que son prédécesseur, Me Garrigues avait pris position dans le débat algérien et défendu non seulement des libéraux, mais des militants F.L.N. Il s'était notamment occupé du

BAB-EL-OUED : FORT CHABROL ?

AINSI, la hargne de l'O.A.S. était plus pressante depuis le milieu du mois et elle atteignit ce que nous pensions naïvement être son sommet après le 20 mars.

Le 22 mars (jour de la réunion d'adieux de Jean Morin), j'arrivai à 17 heures précises au palais Carnot.

Comme par hasard, l'ascenseur était en panne et je pris le grand escalier au haut duquel, à quelques mètres des bureaux, se trouvait un entassement de journaux qu'il avait pourtant été prescrit d'enlever dès le matin au cours de la visite quotidienne de contrôle.

Dans un nuage de poussière

A peine avais-je eu le temps de serrer la main, autour de moi, aux participants à la réunion habituelle de maintien de l'ordre qu'une puissante explosion nous assourdit et nous projeta les uns contre les autres dans un déferlement de plâtras et d'objets divers, et dans un nuage de poussière tel que personne ne voyait plus rien.

Les journaux du haut de l'escalier, enlevés le matin et mystérieusement remis en place, dissimulaient une confortable charge de plastic dont la mise à feu était réglée sur le moment où, la préfecture étant vidée de son personnel, commençait notre réunion quotidienne.

Il fut immédiatement décidé de continuer à faire fonctionner les services avec 170 bureaux détruits ou endommagés. Vers 21 heures, toutes les dispositions étaient prises, mais le calme était loin de régner à l'extérieur.

Le palais Carnot subissait une attaque en règle, avec armes automatiques, et toute sortie était pour le moins incommode.

Nous avons bénéficié ce jour-là, mes compagnons et moi, pendant la traversée d'Alger, d'un beau feu d'artifice. Un peu avant notre passage, au tunnel des facultés, une unité de gendarmes mobiles venait de repousser une violente attaque dont l'O.A.S. faisait, le lendemain, des gorges chaudes. Le défi des insurgés se précisait.

Le 23 mars 1962 au matin, le passage, avenue de Bouzaréa, à Bab-el-Oued, d'un camion transportant tout à fait pacifiquement un détachement de jeunes soldats du contingent fut une occasion recherchée par l'O.A.S. d'appliquer sa décision du 20, qui prescrivait de considérer, à compter du 22 mars, les forces de l'ordre, militaires ou non, comme « l'armée de l'ennemi ». Une fusillade nourrie, venant des fenêtres, fit en quelques secondes 16 victimes, dont 5 morts, parmi les soldats français.

Le couvre-feu permanent fut décidé sur-le-champ et un dispositif de bouclage de tout le quartier (50 000 à 70 000 habitants) fut décidé. Les renforts arrivèrent toute la journée et, à 17 heures, la fusillade était générale. Deux hélicoptères et quatre chasseurs survolèrent Bab-el-Oued. Les premiers lançaient des grenades lacrymogènes pour faire appliquer le couvre-feu, quant aux avions ils faisaient des tirs d'intimidation dans la mer.

Ainsi commença l'affaire du bouclage de Bab-el-Oued, où les contrôles, maison par maison, appartement par appartement, devaient durer cinq jours.

Tous les éléments actifs de l'O.A.S. étaient sur place avec toutes les armes dont disposait l'organisation à Alger, et la journée du 23 mars fut vraiment la « bataille de Bab-el-Oued. »

Après 18 heures, les forces de l'ordre étaient maîtresses du terrain et poursuivaient méthodiquement les perquisitions. Seule la mise en place tardive — et inexpliquée — d'un élément du bouclage, à l'ouest, permit à un certain nombre de commandos de s'enfuir en désordre en emportant avec eux la presque totalité des armes lourdes.

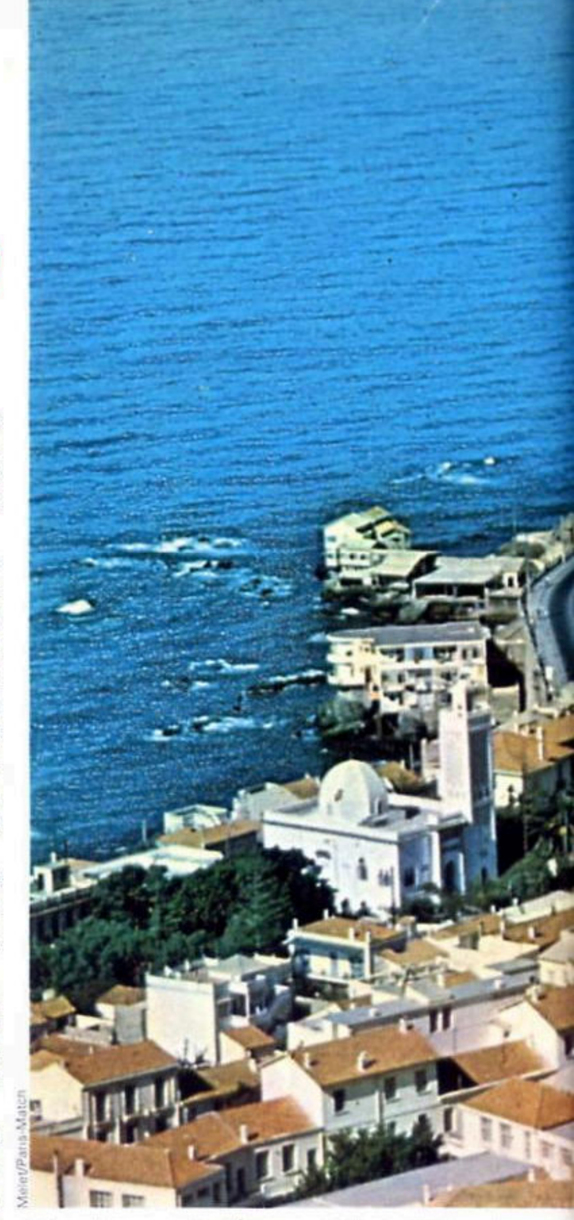
Perquisitions et saisies d'armes

Le bilan de la journée était de 15 tués et 77 blessés parmi les forces de l'ordre. Il fut bien difficile d'évaluer les pertes des insurgés, mais on peut penser qu'elles furent de l'ordre de 20 tués et 60 blessés.

Dès le 24, l'isolement de Bab-el-Oued était total. 8 000 téléphones furent coupés et en liaison avec la Croix-Rouge une sortie fut organisée de minuit à 7 heures pour recueillir les blessés. Les ambulances circulaient dans le périmètre, en accord avec le « maire » d'arrondissement, que je reçus à plusieurs reprises, mais personne ne voulut les utiliser et trois blessés seulement furent amenés à l'hôpital de Mustapha : les cliniques du quartier bouclé faisaient le reste en vertu de cet axiome que « l'O.A.S. soigne ses blessés seule ». C'est ce qu'elle a fait.

On touchait le fond de la rage et du désespoir quand une manifestation de solidarité au monument aux morts eut lieu (24 mars 1962). Comme cela se passait en dehors du quartier chaud, six personnes furent autorisées, en présence des forces de l'ordre, à déposer une gerbe...

Les perquisitions, saisies d'armes et arrestations se poursuivirent à l'intérieur du périmètre, le 24 et le 25, et la fièvre, déjà au sommet, augmentait encore. Nous



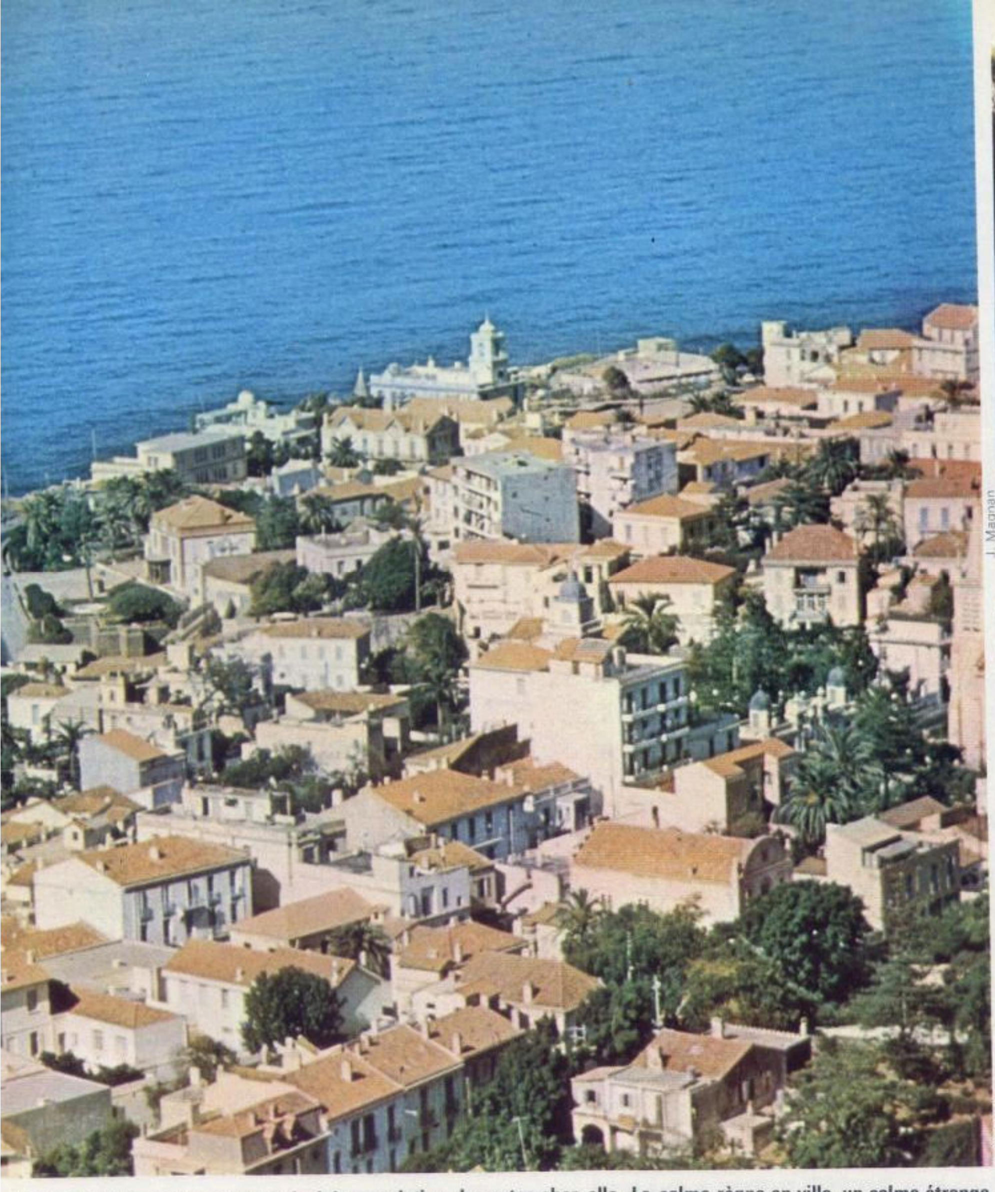
Melet/Paris-Match

Alger. Les accords d'Évian sont signés. Salan ordonne une



J.-P. Lavalette

Des tracts O.A.S. ont appelé la population européenne à mani





J. Magnan

Un responsable de l'O.A.S. a décidé d'ériger Bab-el-Oued...



J. Magnan

grève générale, mais recommande à la population de rester chez elle. Le calme règne en ville, un calme étrange.

...en zone insurrectionnelle et de l'interdire à l'armée. Des...



P. Laviallé



J. Magnan

fester sa solidarité aux habitants insurgés de Bab-el-Oued en organisant des marches sur le bouclage.

...appelés sont tués. Ailleret donne l'ordre d'investir le quartier.

espérions que les contrôles, malgré le couvre-feu permanent et le bouclage très strict, se dérouleraient sans autre problème, d'autant que la journée du 23 avait marqué la primauté des forces de l'ordre, qui avaient gagné la « bataille de Bab-el-Oued » et obligé les commandos O.A.S. les plus virulents à fuir. Le dimanche 25 mars, nous fûmes frappés par le nombre des personnes venues autour du bouclage pour tenter de fraterniser avec la troupe, et il fallut instaurer une zone interdite pour éviter les incidents : cela fut fait dès midi, après une réunion rapide des responsables. L'après-midi du dimanche 25 mars fut relativement calme et après une rapide visite des lieux, chacun put prendre un peu de repos. Une réunion des préfets était prévue à Rocher-Noir, chez le nouveau haut-commissaire (qui venait de prendre ses fonctions) pour le lendemain, lundi 26 mars, à 10 h 30.

La détente relative du 25 mars au soir nous apporta tout au plus l'inquiétude de

A Bab-el-Oued, c'est l'insurrection

Le 19 mars 1962, à midi, le cessez-le-feu est proclamé sur tout le territoire de l'Algérie.

Par un tract, le lendemain 20 mars, le général Raoul Salan fait savoir à la population que l'organisation clandestine a décidé d'entrer dans une phase de guerre à outrance contre les forces de l'ordre :

« Je donne l'ordre à nos combattants de harceler toutes les positions ennemies dans les grandes villes d'Algérie. Je donne l'ordre à nos camarades des forces armées, musulmans et Européens, de nous rejoindre dans l'intérêt de ce pays qu'il leur appartiendra de rendre immédiatement à la seule souveraineté légitime, celle de la France.

» Enfin, c'est toute l'armée secrète qui s'adresse au peuple de France, auquel nous jurons la sauvegarde de ses libertés et la défense des richesses nécessaires à l'accomplissement de son destin.

» Une fois l'Algérie libérée, c'est sa volonté que nous suivrons et, soyons-en sûrs, elle ne nous décevra pas. »

Dans l'après-midi du même jour, les commandos de l'O.A.S. commencent à appliquer les consignes du général. Comme chaque jour, Jo Rizza et Marcel Ligier se préparent à leur séance de tir au mortier. Cette fois, ils se sont installés sur la terrasse d'un petit immeuble de quatre étages dans le secteur de Bab-el-Oued avec pour objectif la caserne des Tagarins, occupée par les gendarmes mobiles du colonel Debrosse.

Rizza fixe les ailettes aux fusées pendant que Ligier met la dernière main au réglage de l'obusier de 60. Enfin tout est prêt. Les vingt obus sont alignés. Reste à régler la hausse.

– D'ici, où se trouvent les Tagarins ? interroge Ligier.

– Un peu plus sur ta gauche, lui répond Rizza.

– Je les croyais un peu plus à droite.

– Écoute, réglons le mortier sur le milieu, tirons six obus et nous ferons varier l'angle un coup à droite, un coup à gauche pour les autres.

A cet instant, sous le soleil de la place du Gouvernement, les musulmans errent par petits groupes autour des marchands de beignets. Comme chaque jour, ils attendent le retour de la fraîcheur pour se lancer dans d'interminables parties de dominos.

Mais aujourd'hui, l'ordonnancement de l'après-midi va être modifié. Les six premiers obus de mortier tirés par les « delta » viennent éclater au milieu de la place. C'est la panique, les hurlements. Des Européens qui passent par là sont pris à partie par une foule folle de rage et lynchés. Les ambulanciers relèveront sur le pavé de la place 29 morts et 54 blessés.

22 mars, 21 heures. Quatre half-tracks de gendarmes stationnent comme à l'accoutumée sous le tunnel des facultés. Le boulevard Saint-Saëns, la rue Berthezène et le boulevard Pasteur sont déserts. Les gendarmes scrutent dans la nuit des présences suspectes. Ils sont sur leurs gardes. Cependant, ils n'aperçoivent pas l'homme qui se tient à plat ventre devant la vitrine du maroquinier Bissonet, au coin de la rue Michelet et du boulevard Saint-Saëns, le tube d'un bazooka sur l'épaule. Le premier obus atteint son but, un des véhicules est touché de plein fouet. Aussitôt, F.M., P.M., et les autres obus du bazooka entrent dans la danse. La patrouille de gendarmes recule en direction du boulevard Pasteur, qui semble dégagé.

Elle y parvient lorsqu'une pluie de grenades MK-2 et M-26, lancées par le commando des jardins des facultés, tombe dans les caissons des automitrailleuses. Le F.M. placé en embuscade au coin de la rue Berthezène et du boulevard Pasteur crache maintenant ses balles par rafales, achevant le travail. Seul, le tireur au bazooka du commando O.A.S. est tué par une rafale de 12,7.

Ainsi, les ordres impératifs du général Salan ont été suivis à la lettre. Certains allaient les outrepasser et provoquer un drame.

Dès réception de la note secrète n° 29 de Salan, le capitaine Jacques Achard, commandant le sous-secteur d'Orléans-Marine, c'est-à-dire Bab-el-Oued, interprétant les consignes, lance un ultimatum aux forces de l'ordre sous forme d'un tract N. 35 C.E.I./12/O.A.P.P./X.I. (ce qui permet de l'identifier comme émanant de ce secteur et comme étant un vrai tract O.A.S.) :

« Les forces de l'ordre, gendarmes mobiles, C.R.S. et unités de quadrillage, sont invitées à se refuser à toute action dans le secteur délimité par la caserne Pélissier, la caserne d'Orléans, Climat-de-France et Saint-Eugène.

» Quarante-huit heures de réflexion sont laissées aux officiers, sous-officiers et soldats, qui à partir du jeudi 22 mars 1962, à 0 heure, seront considérés comme des troupes au service d'un gouvernement étranger. »

Le 23 mars, Achard est prêt. De son P.C. du boulevard Guillemin il a lâché ses commandos dans Bab-el-Oued. Pendant la nuit, la population a répandu sur la chaussée de l'huile de vidange et des clous. Bab-el-Oued s'apprête à faire sécession.

Dès 8 heures, ce 23 mars, une patrouille de soldats à bord d'un G.M.C. se présente place Desaix. Les commandos « Alpha » (ainsi étaient baptisés les groupes action dépendant de Jacques Achard) sortent des encoignures où ils étaient camouflés et braquent leurs armes en direction des soldats. Sans résistance, ces derniers se rendent.

Pendant ce temps, les commandos vont chercher des ordres. Ils ont des prisonniers mais ne savent qu'en faire.

Avant le retour des émissaires une deuxième patrouille composée de militaires appelés du C.I. 160 basé à Beni-Messous se présente à son tour place Desaix. Les deux camions dérapent sur une flaque d'huile et s'immobilisent. Les « alpha » braquent leurs armes en direction des hommes du contingent. Manifestement, les militaires ne sont pas disposés à se laisser désarmer.

Soudain, un appelé musulman, qui se trouve à bord d'un des camions, fait claquer sa culasse en armant sa MAT-49 et c'est le drame.

Les jeunes membres des équipes O.A.S. perdent leur sang-froid et ouvrent le feu en direction des camions, où les soldats n'ont pas eu le temps de se cacher. Les coups de feu crépitent de part et d'autre ; les sept prisonniers sont abattus.

Les commandos « Alpha », malgré leur panique, prennent le temps de récupérer les armes avant de prendre la fuite.

Déjà, aux balcons des immeubles de la rue Christophe-Colomb toute proche, les premières têtes commencent à apparaître. Sur la place Desaix, où le silence est revenu, on relèvera sept morts et onze blessés plus ou moins gravement atteints.

Dès qu'il apprend la nouvelle, Ailleret quitte son P.C. de Réghaïa. Maintenant il va sévir.

Après avoir servi de cible aux coups de l'O.A.S., les gendarmes mobiles et les C.R.S. entrent dans le quartier insurgé. De leurs automitrailleuses ou de leurs E.B.R., ils ouvrent le feu à la mitrailleuse de 30 ou de 12,7 sur la façade des immeubles.

Les commandos O.A.S. de Bab-el-Oued qu'étaient venues renforcer quelques équipes d'autres secteurs s'opposent avec acharnement à l'invasion des forces de l'ordre. C'est alors que le général Ailleret retire ses forces de police pour les faire remplacer par la troupe. Il est 14 h 30. Les combats reprennent avec encore plus d'ampleur et de violence. Face à 20 000 hommes, 150 hommes des commandos O.A.S., aidés maintenant par toute une population, tiennent le coup. Dans certains secteurs, ils prennent même l'initiative des opérations et font reculer sous leurs coups de boutoir les forces légalistes.

A 17 heures, malgré les effectifs qu'il a engagés, Ailleret se rend compte qu'il ne peut réduire Bab-el-Oued en révolte. Il ordonne alors le bouclage total du quartier et fait donner l'aviation.

Pour Achard et ses hommes, c'est l'hallali. Les canons, les mitrailleuses de 20 mm ont raison du petit quartier en révolte.

Dès 20 heures, dans Bab-el-Oued, où le bruit des explosions se mêle aux hurlements des sirènes des ambulances, il ne reste plus que 20 hommes, les plus déterminés des commandos action du quartier, qui, autour de Claude Dupont, l'adjoint opérationnel d'Achard, mènent les combats d'arrière-garde pour permettre à leurs camarades de prendre la fuite par les égouts.

A 21 heures, deux ambulances empruntent le boulevard Guillemin. Sur les civières des deux véhicules des hommes sont couchés : Jacques Achard, Claude Dupont et les deux derniers commandos de Bab-el-Oued. La bataille est finie.

Pierre DÉMARET

la journée commença comme les autres...

Bab-el-Oued, autour duquel un dispositif important ▶ destiné à éviter les regroupements possibles de manifestants a été disposé. Personne ne peut entrer ni sortir. A l'intérieur, la grande fouille est commencée.

l'indéfini, mais le calme était sans doute plus apparent que réel.

La journée du 26 mars commença comme les autres...

Vers 8 h 15, l'assistant militaire m'appela pour me dire qu'il avait l'impression qu'une manifestation se préparait en vue de protester contre le bouclage. Des tracts avaient été distribués. Il en aurait un bientôt. Je ne prêtai pas de prime abord, une attention particulière à cette information, mais j'eus envie de voir un peu la rue et de m'avancer à pied sur quelques centaines de mètres.

Je sortis donc, suivi d'un des membres de l'escorte, harnaché comme un fantassin.

— Eh! Ladoumègue, s'il y en a un qui veut te tirer dessus, il ne trouvera pas de place!

C'était le chef d'escorte qui plaisantait son coéquipier.

Les quelques passants rencontrés montraient le visage inquiet et blafard que nous connaissions bien, avec ces yeux vides où brillaient de temps en temps des éclairs de terreur, de haine ou de tristesse désespérée.

Le silence fut troublé au moment où nous approchions du pont d'Hydra par un coup de feu assez lointain, paraissant venir du ravin de la Femme-Sauvage.

— En voilà un qui n'ira pas loin, dit mon compagnon.

— Il faudrait quand même savoir, dis-je, pour ne pas paraître indifférent.

Il me regarda, perplexe.

— Vous savez, ajouta-t-il, les hauts d'Hydra, c'est grand comme Perpignan.

Évidemment...

Une agitation silencieuse

Nous marchions dans l'air encore frais du matin et le calme était total.

— Quel silence! vous ne trouvez pas, Ladoumègue?

— Ils nous préparent quelque chose. A voir l'air du laitier, ce matin, je me suis demandé quel drôle de message il diffusait encore. Et maintenant ces gens en pantoufles, qui trottent comme des souris...

C'était vrai. Il y avait dans l'air une agitation silencieuse et Ladoumègue savait déjà qu'il allait se passer quelque chose. Mais quoi?

La voiture arriva. Nous montâmes sans avoir vu un seul porteur de tracts. Tout cela m'inquiétait, je me reprochai d'avoir été trop peu attentif au téléphone et de n'avoir pas posé assez de questions. Je ne tarderais pourtant pas à être fixé puisque nous allions à la caserne d'Orléans.

Le général de corps d'armée était déjà là quand nous arrivâmes, ainsi que tous mes collaborateurs civils et militaires.

La séance de travail commença tout de suite. On nous montra les tracts. C'était manifestement sérieux. Le titre était « Halte à l'étranglement de Bab-el-Oued », et toute la population était convoquée pour 15 heures, en plusieurs points de

J. Magnan

rassemblement, pour marcher sur le bouclage et manifester sa solidarité aux habitants de Bab-el-Oued... et à l'O.A.S.

Nous restâmes un moment silencieux, mais il fallait réagir vite. Il était clair que l'interdiction de la manifestation s'imposait. Je tins pourtant à relire le tract avant de demander l'avis de chacun.

— Je crois que vous ne pouvez pas ne pas interdire, dit le général de sa voix calme et amicale.

Nous étions déjà tous convaincus.

Tout cela ne nous empêcha pas de penser, en un éclair, à ce que l'interdiction comportait de conséquences possibles dans le climat insurrectionnel du moment.

Une affaire comme celle-là pouvait réunir 400 000 à 600 000 manifestants. Dans ce cas-là, il n'y a de possible que l'alternative interdire ou « contenir ». Or il était impossible de risquer le déferlement vers le bouclage, car l'O.A.S. voulait, à l'évidence, le faire sauter... et rendre caducs les accords du 18.

C'était son jeu. La mise en œuvre de l'interdiction impliquait l'emploi probable de moyens puissants, du fait même que l'O.A.S. faisait « sa guerre »...

La question du dispositif à mettre en place, des sommations et de la publicité de l'interdiction fut traitée — dans le peu de temps dont nous disposions — avec un soin particulier. Des communiqués, rapidement rédigés passèrent à la radio toutes les demi-heures. Ces communiqués furent aussi diffusés dans la rue par des voitures à haut-parleurs automatiques ou portatifs. Enfin, on sait comment les rumeurs allaient vite à Alger.

Si j'insiste un peu sur l'interdiction de la manifestation du 26 mars 1962 à Alger, c'est qu'elle a été niée froidement après coup, même par des gens sensés.

Je me dirigeai donc vers Rocher-Noir pour prendre contact avec le haut-commis-

Des blindés bloquent l'accès de Bab-el-Oued cependant que la troupe fouille les maisons et interroge les habitants. 7 148 appartements sont visités pendant le blocus et 3 309 personnes envoyées au centre de transit pour « vérification d'identité ». Le quartier est soumis au couvre-feu permanent. Les ménagères ont une heure pour faire leur marché.



J.-P. Lavalette



J. Magnan

et en fait, à partir de 13



Conesa/Paris-Match



Dalmas

Ci-dessus : un T-6 survole Bab-el-Oued. *A droite :* le dispositif de sécurité est mis en place. *Extrême droite :* une ambulance franchit un barrage. On ne saura jamais le nombre des victimes du 23 mars, les insurgés ayant conservé leurs morts et leurs blessés.

saire qui prenait ses fonctions pendant que les mesures prises s'exécutaient. Le ciel était d'une pureté provocante et je priai le pilote de l'hélicoptère qui m'emportait de survoler, le plus bas possible, l'ensemble de l'agglomération ainsi que le bouclage. Les rues étaient presque vides et Bab-el-Oued semblait sommeiller sous le soleil. Seules les forces de l'ordre s'affairaient çà et là...

Sur la route moutonnière longeant la mer, le trafic était nul.

La prise de contact avec le nouveau représentant de la France fut excellente.

Nous fûmes de retour à la caserne d'Orléans vers 13 h 15 et le calme était total à Alger.

L'adjoint de mon assistant militaire était déjà parti faire le tour du dispositif destiné à éviter les regroupements possibles de manifestants.

Maintenant que tout était en place, que les décisions étaient irréversibles, que nous avions fait quelque chose, le moral était moins mauvais. Je pensais à Camus et à Lauriol : « Jamais la France n'a pu faire appliquer la loi en Algérie. »

Faudrait-il, aujourd'hui, la faire appliquer en pleine insurrection et dans les pires conditions ? Et pourtant, comme nous aurions voulu, ce jour-là, avoir l'esprit plus libre, être sûrs que les paroles, les communiqués de raison, les appels au calme, avaient pénétré les esprits ! Mais le désespoir dominait tout et ils étaient d'une tragique bonne foi tous ces gens à qui on avait peu à peu fait croire que si chaque Français tuait dix musulmans, le problème serait résolu. Ils en arrivaient même à se réjouir déjà de la destruction des écoles et des hôpitaux, de la mort des gendarmes, des C.R.S. et des soldats français.

« Si nous devons partir, il ne restera rien... »

Et nous gardions pourtant l'espoir de les faire rester dans un statut nouveau; de leur laisser leurs tombes et leurs maisons, leurs vignes et leurs champs, leur soleil et leur joie de vivre. Il était bien question de cela aujourd'hui. La réaction de la population était simple : l'Algérie est à nous; Alger, c'est nous; Bab-el-Oued, c'est nous. Nous défendons notre bien contre ceux qui veulent nous le prendre. Il n'y a pas d'interdiction qui tienne : nous irons à Bab-el-Oued.

Et, en fait, à partir de 13 h 45, il se confirma que la manifestation risquait d'être gigantesque.

Les hélicoptères commençaient à signaler les attroupements : tout le monde était dans la rue, et sur les 300 km² que représente Alger, lentement, inexorablement, le fourmillement des « promeneurs » se dirigeait vers les points de rassemblement. Les départements voisins donnaient dans la mesure où leurs ressortissants avaient pu échapper au contrôle des « pénétrantes ».

Tout était prêt et les barrages étaient en place à 14 heures.

Après 14 heures, la salle « opérations »

Dalmas

Les forces mises en place sont imposantes. Cette fois, c'est la guerre. Le général Charles Ailleret avait décidé, devant la gravité de la situation, de conduire lui-même, aux côtés du général Capodano, commandant le secteur Alger-Sahel, la riposte à l'insurrection. Et Bab-el-Oued prend le tragique visage de Budapest...


Dalmas

était devenue une véritable ruche et les messages arrivaient à jet continu.

Les attroupements commençaient à devenir compacts et il ne restait plus qu'à les disperser pour éviter leur jonction prescrite par l'O.A.S. Les hélicoptères furent rapidement mis en action et le rassemblement du square Bresson disparut très vite, après le jet de grenades lacrymogènes.

C'était rassurant car le square Bresson était le point de rassemblement le plus proche de Bab-el-Oued et la dernière étape vers le bouclage. Mais les nouvelles se bousculaient.

Tout se passait à peu près bien du côté de Maison-Carrée, du Ruisseau, d'Hydra, d'El-Biar, où les attroupements se résorbaient sans difficulté.

Pendant ce temps, le barrage de la place de la Poste, côté rue d'Isly, subissait l'assaut de la foule. Certaines femmes manifestaient leur agressivité sous les formes de la fraternisation et tentaient de maîtriser les soldats en les embrassant. Le barrage céda sous la pression et une compagnie de tirailleurs fut envoyée en renfort, par la rampe Bugeaud, vers la rue d'Isly. Tout semblait se passer sans heurts et quand l'hélicoptère jeta des grenades lacrymogènes sur la place de la Poste, la dispersion commença comme ailleurs.

Et puis, à 14 h 30, des tirs furent signalés dans ce secteur. On tirait, par-derrière, des fenêtres de la rue d'Isly, puis de la rue Alfred-Lelluch, enfin de la rampe Bugeaud, dans le dos des soldats occupés à rétablir le barrage. Trois soldats français tombèrent...

— « Ils » créent l'incident pour faire croire que l'hélicoptère tire sur la foule, dit un lieutenant.

Il était 14 h 40.

La place devait être dégagée en dix minutes, et il ne restait que les victimes et ceux qui leur portaient secours...

A 14 h 50, un régiment d'infanterie tenant les facultés et la rue Michelet essuya le feu d'armes automatiques venant d'immeubles de la rue Michelet, de la rue Charras, de l'avenue Pasteur et du boulevard Berthezène. Il n'y eut pas de victimes parce que la riposte, bien dirigée vers les fenêtres d'où partaient les tirs, n'atteignit personne et eut le double effet de calmer les agresseurs et de disperser les manifestants.

A 14 h 55, le groupement de C.R.S. tenant le barrage du « Mauretania » subit le feu des armes automatiques ou individuelles utilisées par six individus, dont une femme, mêlés à la foule, puis d'autres coups de feu venant des fenêtres des immeubles environnants. Il y eut un C.R.S. tué et trois blessés. La riposte fut, là aussi, parfaitement dirigée puisqu'il n'y eut aucune victime civile et que la réaction des C.R.S., qui dura plus de cinq minutes, eut pour effet d'arrêter les tirs adverses et de disperser la foule.

D'autres tirs de moindre importance furent signalés un peu partout jusqu'à 15 h 10.

Le colonel, qui était tout près du point chaud de la rue d'Isly, était arrivé très vite. Il nous raconta avec calme ce que nous savions en partie déjà... H

Vitalis CROS

ECPA



ECPA



RUE D'ISLY : TRAGIQUE ERRE



J. Magnan


J. Magnan

Dans Bab-el-Oued investi, les soldats patrouillent. Le camp retranché a été rapidement réduit. Le petit peuple de la rue des Moulins *(ci-contre)* et de la place des Trois-Horloges *(ci-dessous)* pleure ses morts et ses espoirs perdus. Sa résistance est définitivement brisée.

ALGER, 26 mars 1962, 13 heures. Un long convoi de camions militaires s'arrête boulevard Carnot, au pied du plateau des Glières. Poussiéreuse et fatiguée, une troupe nombreuse en descend. Ce sont trois compagnies du 4ᵉ régiment de tirailleurs, commandées par le chef de bataillon Poupat.

Il y a trois jours encore, elles se trouvaient dans le bled, en zone Sud algérois. Mises brusquement à la disposition de la zone Alger-Sahel, elles ont déjà été employées à Bab-el-Oued — où les tirailleurs, fortement impressionnés par la grande ville, ont de plus essuyé des coups de feu, auxquels ils ont appris à riposter —, au Forum et à Maison-Carrée où ce matin, depuis 3 heures, elles ont participé au bouclage d'un quartier.

Mais une manifestation est prévue cet après-midi à Alger. La population est invitée à se rassembler sur le plateau des Glières et, vers 15 heures, à se porter en masse sur Bab-el-Oued, isolé du reste de la ville, pour exprimer sa solidarité avec les assiégés. La manifestation est interdite et personne ne l'ignore. Mais le commandement prend cependant ses précautions en rassemblant dans la ville des moyens importants.

L'adjoint du commandant Poupat revient de la caserne d'Orléans, où il est allé prendre les ordres du sous-secteur. Ils prescrivent d'établir des barrages sur les quatre itinéraires pouvant mener du plateau des Glières vers Bab-el-Oued et d'arrêter la manifestation par tous les moyens, « au besoin par le feu ». A ces derniers mots, Poupat sursaute. Un ordre d'une telle gravité ne peut d'ailleurs être donné que par écrit. Aussi, très sagement, lorsqu'il donne ses ordres à ses commandants de compagnie, il leur précise de ne faire usage du feu qu'en cas de légitime défense, s'ils sont attaqués.

Le commandant Poupat installe son P.C. boulevard Carnot, près du bastion XV. Devant lui, le capitaine Ducrettet, commandant la 2ᵉ compagnie, garde deux sections pour barrer le boulevard. Les deux autres sections, sous le commandement du lieutenant en premier, sont chargées d'établir un barrage rue Alfred-Lelluch.

A la 6ᵉ compagnie, le capitaine Techer place deux sections boulevard Bugeaud, où il se tient lui-même, et confie au lieutenant Ouchène le barrage de la rue d'Isly, avce deux sections.

Des drapeaux, des médailles et des chants

Enfin, la dernière compagnie (deux sections de la compagnie d'appui et deux sections de la 5ᵉ compagnie), aux ordres du capitaine Gilet, est placée en réserve, rue Bedeau, d'où elle peut, en deux ou trois minutes, prêter main-forte à l'un ou l'autre des barrages.

Il est 13 h 30, le quartier est calme et les tirailleurs en profitent pour déjeuner hâtivement, sur les trottoirs. A la 3ᵉ compagnie, rue d'Isly, le tirailleur Jean-Claude Habib a posé son casque à côté de lui. Il y tient, à son casque, si bien que, pour le reconnaître, il a peint en lettres vertes ses initiales : J.-C. H. Il n'est pas le seul, d'ailleurs. Dans les différentes compagnies, cinq autres tirailleurs arborent sur leur casque, pour la même raison, soit des bandes, soit des ronds verts. Rien qui puisse être transformé en « W3 » ou « W4 », comme ont cru pouvoir le faire des témoins convaincus mais excessifs, concluant qu' « il y avait des fellaghas des wilayas 3 et 4 dans les rangs des tirailleurs »!...

Les barrages ne sont pas encore en place; ils ne doivent l'être que sur les ordres du sous-secteur d'Orléans. Au demeurant, ce sont de dérisoires et légers chevaux de frise qui, s'ils sont en nombre

R DE L'O.A.S.



A gauche : le 24 mars, une manifestation de solidarité aux victimes du drame de Bab-el-Oued a lieu. Six personnes sont autorisées, en présence des forces de l'ordre, à déposer une couronne devant le monument aux morts. *A droite :* l'armée honore ses morts : cinq soldats français et deux musulmans, tous des « deuxième classe », tombés sous les balles des commandos O.A.S. *Ci-dessous :* des pieds-noirs sont venus ravitailler les habitants de Bab-el-Oued, et parlementent avec les soldats.



Dalmas

Dalmas





Tesseyre/Paris-Match

uffisant partout ailleurs, ne permettent, ue d'Isly, que d'obstruer quelques mètres le chaussée. Or la circulation s'anime et 'intensifie. Vers 14 heures, on arrive de outes parts vers le plateau des Glières : les hommes surtout, de tout âge, mais aussi de nombreuses femmes et de très eunes gens. Des drapeaux, des médailles. Des chants : *la Marseillaise*, les *Africains*. Quelques armes aussi, dont certaines, pistolets et même un pistolet mitrailleur, ont, par bravade, montrées à la troupe et dont quelques-unes seront employées, tout à l'heure. Mais très peu. Dans l'ensemble, la foule n'est armée que de son enthousiasme et de sa détermination.

Au bout d'une demi-heure, une masse de plusieurs milliers de personnes, s'enflant sans cesse, commence à déborder du plateau des Glières et à se mettre lentement en mouvement vers Bab-el-Oued. Personne ne cherche à emprunter les itinéraires que garde la 2e compagnie, entre la grande poste et le port. Certains se présentent devant le boulevard Bugeaud, mais ils n'insistent pas devant l'attitude déterminée de Techer, qui vient de prendre l'initiative de faire disposer les chevaux de frise, derrière lesquels se rangent ses tirailleurs. Il est 14 h 30 et, alerté, le commandant Poupat, sans attendre l'ordre du sous-secteur auquel, depuis une demi-heure, il rend compte de la situation, prescrit à tous d'en faire autant.

Mais il est déjà trop tard, rue d'Isly, l'artère préférée des Algérois, où, depuis quelques minutes, le drame se noue. Le lieutenant Ouchène est seul devant son frêle dispositif — vingt et un hommes derrière lui, s'efforçant de pallier, par leur présence, l'insuffisance des barbelés, vingt autres à quarante mètres en arrière. Il voit venir vers lui la manifestation. Les bras en croix, il crie « Halte! » et la foule s'arrête à quelques mètres de lui. Ouchène est kabyle, mais devant ses yeux et son teint clairs, tous croient avoir affaire à un « Français de France », dont il partage d'ailleurs entièrement les sentiments et les réactions. Ceux qui paraissent les

(Suite page 3080)

MARIAGE A OUARGLA





une rafale éclate et deux civils tombent

(Suite de la page 3077)

meneurs commencent par parlementer, cherchant à fléchir le jeune officier. Explications, appels au patriotisme, protestations d'amitié, embrassades même. Finalement Ouchène accepte de laisser passer une sorte de délégation, avec un porte-drapeau. Mais derrière, la masse, qui ne comprend pas et à qui cela ne suffit pas, s'énerve et s'échauffe. Les jeunes s'excitent, le ton monte. A l'offensive de charme succèdent les injures, les menaces et bientôt les horions, car maintenant manifestants et tirailleurs sont poitrine contre poitrine. Enfin, le barrage cède, les tirailleurs sont bousculés, leurs chefs malmenés et quelques centaines de manifestants, appelés par ceux qu'Ouchène avait laissés passer, déferlent dans la rue d'Isly et poursuivent leur marche vers le square Bresson.

« On me tire dessus, je riposte? »

Ouchène demande du renfort et le commandant Poupat envoie aussitôt la compagnie réservée dont les premiers éléments remontent la rue Chanzy, arrivent rue d'Isly au contact des manifestants et se fraient difficilement un passage. Là aussi, la foule, arrêtée, parlemente. En même temps, Ouchène, ayant appelé sa deuxième ligne à la rescousse, réussit tant bien que mal à reconstituer son barrage, à couper et à arrêter de nouveau le défilé.

Rue d'Isly, dans cet étroit espace, entre la place de la Grande Poste et la rue Chanzy, la tension est au plus haut. La foule deux fois contenue crie et chante, elle gronde aussi, elle ne se prive pas de manifester son hostilité aux tirailleurs, troublés, nerveux, anxieux. L'orage monte, la pression augmente, le barrage va céder une seconde fois. Alors, Ouchène se rappelle une consigne de son commandant de compagnie : « Si vous êtes débordé et que vous ne puissiez plus faire autrement, faites tirer par un gradé quelques coups en l'air, pour intimider. » Il appelle un sergent européen et lui en donne l'ordre. Le sous-officier est grand et domine la foule, mais il élève encore son pistolet mitrailleur bien haut au-dessus de sa tête, pour que tous puissent voir. Il est 15 h 30.

Une rafale éclate et le sergent, stupéfait, voit deux civils, dont l'un est touché à la tête, s'écrouler à ses pieds.

Stupéfait, car il n'a pas tiré et ne tirera pas, d'ailleurs, de toute cette journée. La rafale meurtrière est partie d'un fusil mitrailleur mis en batterie au dernier étage du 64, rue d'Isly, un peu en arrière du barrage. Quatre à cinq secondes se passent, pendant lesquelles Ouchène crie dans son micro : « On me tire dessus, je riposte ? » Mais il n'entend pas la réponse affirmative de Techer, car une deuxième rafale, tirée dans la même direction que la première, mais celle-là du haut de l'immeuble de la Warner Bros, au coin de la rue d'Isly et de l'avenue Pasteur, semble déchaîner l'enfer.

Car, simultanément, comme au signal de la première rafale, d'autres armes se dévoilent rue d'Isly, rue Chanzy, rue Alfred-Lelluch, boulevard Carnot. Plus loin, des tirs éclatent dans plusieurs immeubles des rues Péguy, Michelet et Charras. Une arme automatique entre en action au-dessus de la « Cafeteria », une

Coll. particulière

◄ Une manifestation a été organisée par l'O.A.S. demandant la population du Grand Alger de se joindre à celle du centre et de gagner « en cortège, drapeaux en tête, sans aucune arme, sans cris, par les grandes artères, le périmètre du boucla de Bab-el-Oued ».

Plan du périm où aura li fusillade du 26 1962 à Alger milliers Européens ava répondu à l'a de l'O.A.S., pr « voler au sec de ceux de Ba Oued ». Rue d' ils se heurtèrent tirailleurs algéri Et ce sera le dr



Dalmas

◄ On entonne le *Chant des Africains* et *la Marseillaise :* on brandit des drapeaux tricolores ; on crie « Algérie française » et « L'armée avec nous ». Certains barrages sont enfoncés à coups de bourrades amicales dans le dos, d'autres sont tout simplement contourn



Coll. particulière

◄ Ils sont venus de partout, hommes et femmes, jeunes et vieux. Des enfants so là, aussi, car on est venu en famille. Et une foule énorme se dirige bientôt vers la rue d'Isly – voie qui semble la moins hostile aux manifestants. Là, le lieutenant Ouchène a disposé ses hommes.



Qui a tiré le premier? Des étages supérieurs de l'immeuble du 64, rue d'Isly, de celui de la Warner Bros, au coin de la rue d'Isly et de la rue Pasteur, ainsi que d'un immeuble de

P.C. Cdt E.M.T. 1 du 4e R.T.
Véhicules E.M.T. 1
Cdt de Compagnie
Cdt de Section
Chevaux de frise
C.A. Compagnie d'appui
Conducteur musulman (jeep C.A.)
Conducteur européen (dodge 6 x 6 C.A.)
Conducteur européen (dodge 4 x 4 C.A.)
Emplacement arme adverse situé par le Cdt E.M.T. 1 (ressortant de l'enquête)
Emplacement arme adverse situé par le Cdt E.M.T. 1 (non confirmé par l'enquête)
Emplacement arme adverse (ressortant de l'enquête)
Emplacement grenade adverse
Emplacement blessés militaires
Emplacement victimes civiles

BOULEVARD CARNOT · RUE MARÉCHAL SOULT · RUE BEDEAU · PRÉFECTURE · CASERNE CHARRON · TRIBUNAL MILITAIRE · RUE DUCOS DE LAHITTE · RUE CHANGARNIER · RUE CAVAIGNAC · SQUARE GUYNEMER · RUE ALFRED LELLUCH · BOULEVARD BUGEAUD · RUE DE GUEYDON · RUE CHANZY · RUE D'ISLY · RUE Ct COTTENEST · RUE Ct TONNERRE · HOTEL DES POSTES · AVENUE DU 9e ZOUAVES · BD LAFERRIÈRE · RUE MONGE · RUE CHARLES PÉGUY · AV. PASTEUR · 5e Cie C.A. · 6e Cie · 2e Cie · Barrage n° 1 · Barrage n° 2 · Barrage n° 3 · Barrage n° 4









... la rue Alfred-Lelluch, un feu nourri a éclaté cependant que les tirailleurs d'Ouchène tirent, l'arme à la hanche, sur les façades et sur la foule qui hurle de terreur : une fusillade tragique

autre tire dans l'axe de la rue Péguy. Des coups de feu proviennent du boulevard Laferrière, de la rue Berthezène, de l'Hôtel des douanes, des abords de la Délégation générale, et le service d'ordre est même pris à partie à des centaines de mètres de là, au carrefour de l'Agha.

Et simultanément aussi, dans le triangle rue d'Isly, rue Chanzy, boulevard Bugeaud, éclate le terrible tonnerre de la riposte des tirailleurs. Spontanément, sans qu'aucun ordre ait été donné, ils obéissent à leurs réflexes de combattants du djebel.

Mais, spontanée, leur riposte est aussi, et par là même, désordonnée. Il est vrai que le vacarme est assourdissant, affolant, incroyable. L'aboiement des armes, le claquement des balles, l'écrasement des projectiles contre les murs couvrent les clameurs hystériques de la foule, les hurlements des gradés, les plaintes des blessés. D'une façade à l'autre, comme dans un gigantesque amplificateur, les échos sont renvoyés et multipliés. Le fracas semble

des soldats, les yeux fous, en transe, tirent

provenir de partout. Aussi, tandis que de nombreux gradés et tirailleurs, bien aguerris, prennent à partie les armes adverses et « arrosent » balcons et terrasses, tandis que la plupart d'entre eux, confondus avec les manifestants, se couchent, s'aplatissent contre les murs ou se précipitent dans les entrées d'immeuble pour trouver un abri, d'autres, terrorisés par cette foule dont ils croient qu'elle se rue sur eux et par ces coups de feu qui viennent ils ne savent d'où, s'estiment menacés et, pour se dégager, tirent droit devant eux.

Au premier barrage, entièrement disloqué et où, dans ce tumulte, les tirailleurs ne retrouvent plus leurs gradés, le tireur au fusil mitrailleur, tout sang-froid perdu, et quatre ou cinq tirailleurs qui se sont jetés, à leur droite, sur le trottoir du n° 59, tirent, les yeux fous, en transe, en direction de la grande poste sur le vociférant maelström humain qui s'agite frénétiquement devant eux et qui, très vite, s'immobilise sous les rafales, cherchant à se confondre avec le sol, qui n'offre pas le moindre abri.

Une épouvantable méprise

Sur cette place, d'autres coups arrivent aussi, mais ils ne viennent pas du service d'ordre. De l'autre côté du boulevard Laferrière, un fusil mitrailleur ouvre le feu en direction de l'entrée du boulevard Bugeaud, alors qu'une partie des manifestants, pour échapper au tir de la rue d'Isly, cherche à s'y jeter. De plus, un pistolet mitrailleur, tirant d'un immeuble de la rue Alfred-Lelluch, balaie le boulevard Bugeaud en sens inverse. Pris sous ces tirs — et la foule aussi —, les tirailleurs du barrage Techer se croient attaqués et cinq ou six croisent leur feu, sur ces misérables gens éperdus, avec celui de la rue d'Isly. Le tireur au fusil mitrailleur commence à commettre la même lamentable erreur que celui du premier barrage et tire, lui aussi. Il est aussitôt arrêté par un gradé et, sur ordre cette fois, retourne son arme contre les adversaires de la rue Alfred-Lelluch.



La fusillade ne dure que quelques minutes mais les morts et les blessés sont nombreux. Fous de terreur, des gens, éperdus, se jettent à terre, s'aplatissent sur le sol... d'autres courent pour se mettre à l'abri... ▶

Coll. particulière

Car, au tournant du boulevard Bugeaud, c'est un véritable combat. En plus du pistolet mitrailleur qui tire vers la grande poste, un fusil mitrailleur, du haut des derniers étages du n° 22, prend la rue Chanzy en enfilade. Ses premières rafales arrivent rue d'Isly, où civils et tirailleurs sont touchés par les mêmes coups. Une grenade — les tirailleurs n'en sont pas pourvus — est tombée rue d'Isly en même temps que la deuxième rafale, une autre atterrit rue Chanzy. Elles font le vide autour d'elles. Quelques coups de feu claquent au ras du sol — ils ne viennent pas tous de la troupe —, mais la quasi-totalité des tirailleurs restés dans la rue Chanzy tire sur les sept armes qu'ils ont repérées, mettant hors de combat le tireur au fusil mitrailleur de la rue Alfred-Lelluch et contraignant peu à peu les autres au silence.

Au silence? L'effroyable tintamarre règne encore. Dès qu'ils s'aperçoivent de l'épouvantable méprise, et, pour quelques-uns, dès les premiers coups de feu, les gradés, Techer, Ouchène, des civils même, hurlent : « Halte au feu! » Mais leurs cris sont noyés dans l'immense bruit et il faudra, pour certains tirailleurs ayant perdu tout contrôle d'eux-mêmes, empoigner le canon de leur arme pour qu'ils comprennent enfin. Le déchaînement aura duré deux ou trois minutes — une éternité.

Pendant dix à douze minutes encore, des coups de feu éclatent rue Chanzy, rue Lelluch, boulevard Carnot, où les conducteurs du convoi auto ont été pris à partie. Et, dans le lointain, des tirs isolés se feront entendre longtemps encore.

Officiers et sous-officiers rameutent leurs hommes, les regroupent, les calment et participent aux secours. Car, avec un grand courage, les premières ambulances

Dalmas

Et déjà les secours s'organisent. Les hurlements des sirènes des voitures de pompiers et des ambulances ont remplacé le crépitement des F.M. Les blessés sont emmenés dans les hôpitaux et les cliniques les plus proches. La rue d'Isly est devenue un champ de bataille. Partout, des morts et des blessés, des flaques de sang... Une vision d'horreur que personne n'oubliera.



Dalmas

arrivent avant que le feu ait complètement cessé. Elles emmènent 46 tués à la morgue et, vers les hôpitaux, quelque 200 blessés dont certains sont si gravement atteints qu'ils ne survivront pas. Les tirailleurs ont dix blessés — 4 par balles, 6 par éclats de grenade —, dont deux graves.

Ils ont tiré 1 135 cartouches de pistolet mitrailleur, 427 de fusil, 420 de fusil mitrailleur. Si tout avait été dirigé contre la foule, le carnage eût été immense. En fait, sur les 102 gradés et tirailleurs ayant fait usage de leurs armes, douze à quinze ont tiré sur les manifestants.

Du côté adverse, il est difficile de savoir exactement combien d'armes ont été mises en action. Quatorze d'entre elles ont été repérées avec précision, dont 2 fusils mitrailleurs et 4 pistolets mitrailleurs. D'autres ont été vues, mais n'ont pas été décomptées, faute de témoignages suffisamment précis ou nombreux.

Après onze ans, que conclure?

Certes, il n'y a pas de doute que les premiers coups de feu ont été tirés du haut du 64, rue d'Isly, que, quelques secondes après, d'autres armes ont ensemble ouvert le feu, comme si elles faisaient partie d'un plan de feu bien concerté, et qu'elles ont « tiré dans le tas ». Il semble donc que, de toute façon, un incident se serait produit.

Mais une troupe spécialisée dans le maintien de l'ordre aurait gardé son sang-froid. Quelques jours auparavant, au cours d'une brève inspection au P.C. du 4e régiment de tirailleurs à Berrouaghia, le commandant en chef, ayant demandé au colonel s'il pensait que son régiment pouvait être employé de la sorte, l'entendit répondre : « De jeunes tirailleurs, ayant en moyenne vingt ans d'âge et dix-huit mois de service, peuvent faire de bons combattants dans le djebel, mais pour le maintien de l'ordre en ville, ils n'ont ni l'expérience ni la maturité requises. » Le général Ailleret, convaincu, avait, dès son retour, donné les directives nécessaires. Mais les ordres descendent lentement la cascade des échelons hiérarchiques...

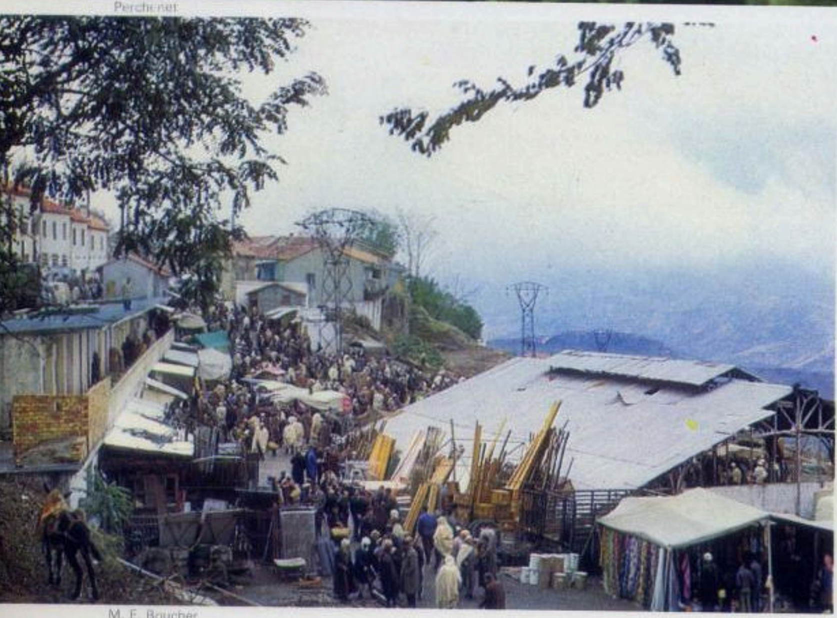
Général GOUBARD

Tesseyre/Paris Match

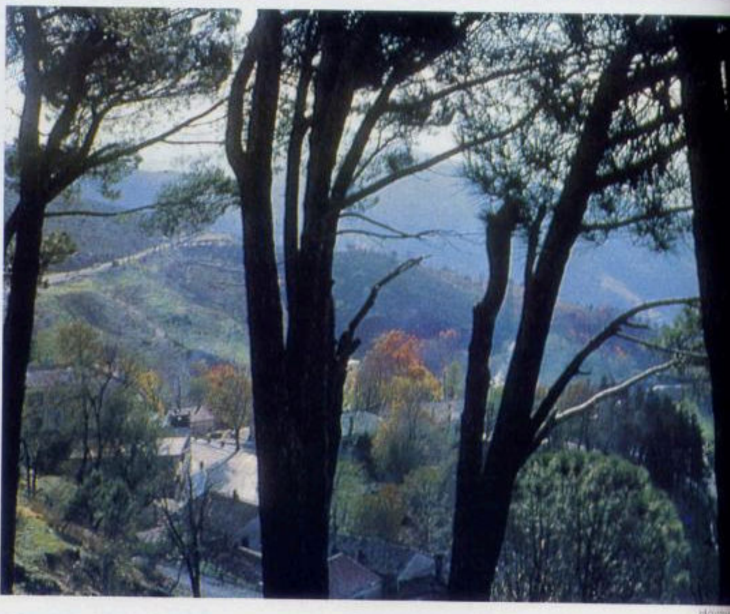


Un prêtre arrive sur les lieux. Il s'agenouillera auprès des morts et des mourants, murmurant des prières, donnant l'absolution. On relèvera 46 cadavres et 200 blessés environ, dont certains ne survivront pas.

Perchenet



M. E. Boucher



A OUED-DJEMAA : DERN

Du balcon de ma chambre, à l'hôtel Saint-George, je regarde ce jour de février 1962 mourir sur Alger. Il fait froid; moins tout de même qu'à Paris, où j'étais il y a quelques jours encore, et la limpidité de l'atmosphère magnifie la splendeur du couchant.

Je regarde le jour mourir et Alger mourir dans le crépuscule...

Car Alger est moribond. Le mal qui rongeait le pays a définitivement gagné sa capitale. La grande serre chaude qui a déchaîné, nourri et vécu toutes les passions se meurt du pire des cancers.

Et tous ces gens qui ont peu ou prou existé avec Alger : ceux qui ont vécu de lui et ceux qui l'ont idolâtré, ceux qui l'ont façonné comme ceux qui l'ont dénaturé; ils sont tous là, proches ou lointains, pour contempler ses derniers spasmes, ses derniers sourires, sinon boire ce qu'ils pensent être ses dernières larmes.

Ce mal a un nom : la lassitude.

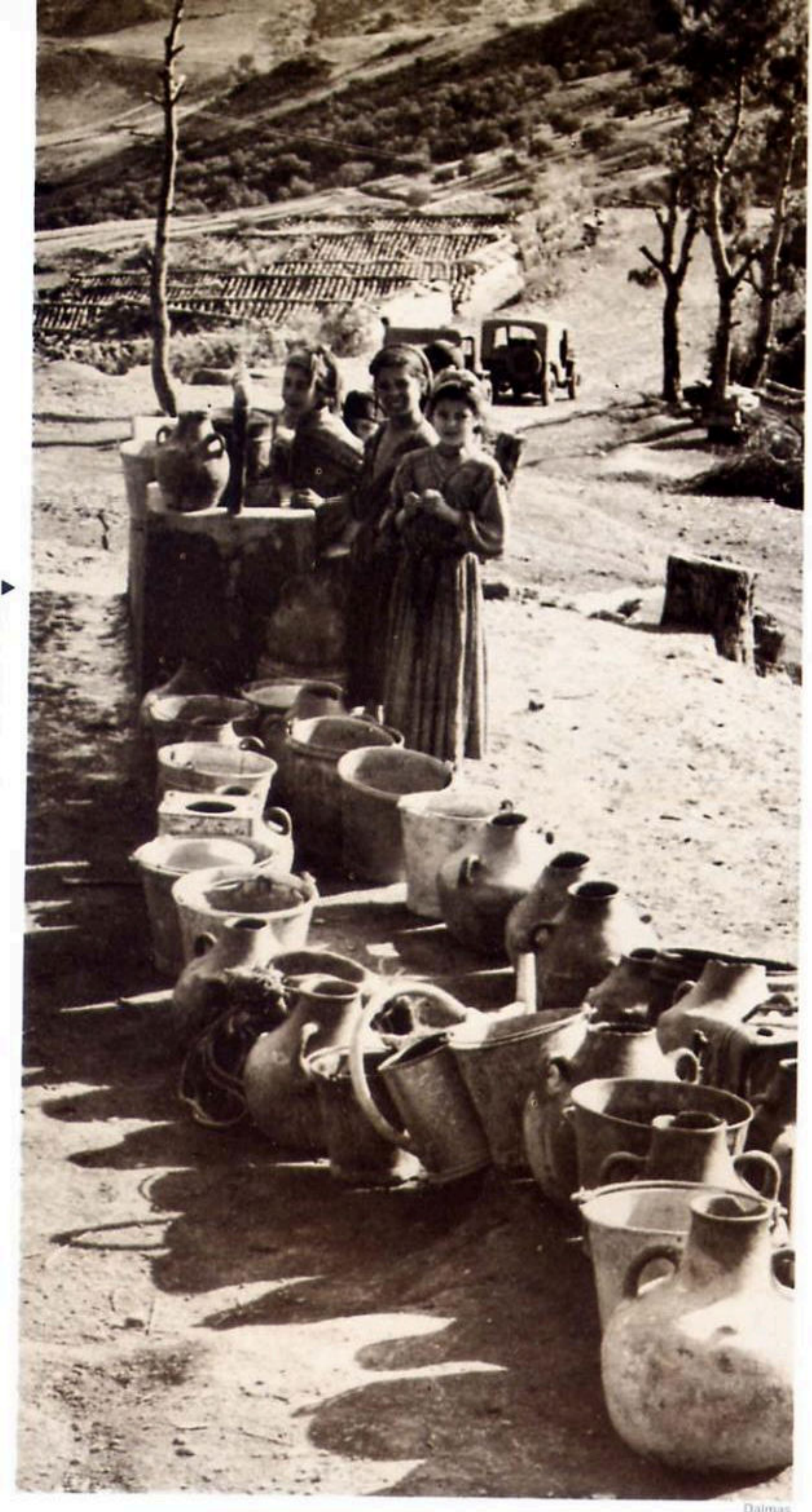
Au-delà de tout ce qu'il a vécu : la joie, l'ivresse et la peur, au-delà de l'atroce, Alger est las... à en mourir.

La lassitude, je l'ai rencontrée chez tous ceux que j'ai approchés depuis mon arrivée : monde des petits employés, menu peuple de la rue, mais aussi grande bourgeoisie officielle et industrielle. Tous en ont assez : il faut que « cela » finisse. Cela, c'est une vaine politique, la guerre, la terreur. La sincérité d'une telle lassitude ne peut être mise en doute, quel que soit le sentiment dont elle est issue et auquel elle

'irrégularité des luies en Algérie et 'aridité croissante mesure que l'on lescend vers le sud, e traduisent par une ydrologie très léficiente. Seuls ont convenablement limentés les cours 'eau du très umide Tell. Même n Kabylie, pourtant ien arrosée, les oueds ont souvent à sec.

La fontaine est ▶ parfois un lieu de réunion et Mouloud Feraoun écrit : « Là, les femmes ne connaissent ni Dieu ni maître. Les jeunes y sont chez elles et en prennent à leur aise : libres propos, plaisanteries osées, chants... Souvent, la cruche d'eau n'est qu'un prétexte. »

ichelet, petite lle située au cœur ême de la Grande abylie, au centre un panorama andiose. De ichelet, on a une e splendide sur Lalla-Khedidja, s sommets de kouker et le assif de l'Aïzer nsi que sur s crêtes de zrou-N'Didjer.


Dalmas

R RÊVE KABYLE

se mêle encore : crainte ou fierté, désespoir ou honte. Résultat inimaginable pour un peuple méditerranéen, et cependant flagrant.

Et c'est normal, car ces gens ont été manipulés, spoliés, quelles que soient leurs origines religieuses, ethniques et sociales, et cela jusqu'à leur faire rendre l'âme. Cette âme qui peut-être gênait trop de monde dans un monde trop politisé. Un monde dans lequel les ennemis ne sont que de « circonstance » et où le seul facteur constant est représenté par les victimes, toutes les victimes.

Alger qui meurt, et avec lui tout le pays, ce sont ceux que des générations s'étaient habituées à connaître, ceux qui donnèrent et reçurent une empreinte profonde au cours de cent trente ans d'histoire.

Que seront-ils demain?

Artisans, témoins et victimes du nouveau contexte qui s'annonce, ils sont tous face à l'inconnu, trop plongés dans un présent d'angoisse, trop marqués par une mutation dramatique pour jouir d'une lucidité qui ne soit pas égoïste à l'excès. Qui, en effet, pourrait dire en toute honnêteté ce qu'il adviendra de ce peuple dont l'ensanglantement n'a pas encore suinté ses dernières gouttes, à qui il reste encore à subir une amputation dont il ne peut discerner la gravité?

J'ai connu — et apprécié — des pays musulmans, arabes et berbères, assez nombreux pour aimer celui-ci que je connais bien aussi. Assez pour souhaiter et croire que ses forces lui permettront de surmonter à la longue les épreuves qu'il traverse. Cette connaissance des lieux et des êtres en cause me fait vivre avec intensité ces instants douloureux, mais ma présence à Alger n'est pas celle d'un des nombreux observateurs qui s'y rencontrent.

Le but de mon voyage est de relancer un chantier arrêté par les événements et dont l'histoire est le raccourci d'un des aspects variés de cette période.

L'affaire, dont l'origine remonte à 1955, ne met pas en cause de puissants groupes, ses objectifs économiques sont limités quant à la portée, modestes sur le plan financier.

Dans le crépuscule

Le décor est beau, c'est celui de la Grande Kabylie. Le site concerné est constitué par Michelet, bourg ancré sur une croupe, et par les quelques villages pitonnés à l'entour. Ces agglomérations manquent d'eau. La plus proche source au potentiel suffisant se trouve au lieu dit Oued-Djemaa. Sur le papier, la distance entre le pompage et les différents points de distribution n'est pas excessive. Sur le papier seulement car nous sommes dans une contrée de pentes abruptes coupées de ravins profonds. Le problème technique n'est pas simple et le litre d'eau coûtera cher. L'administration a cependant décidé, en 1956, de réaliser le projet et lancé des appels d'offres. Ceux-ci regroupent deux industries spécialisées de métropole et une majorité d'entreprises locales d'importance moyenne.

Dès le début des travaux, les ennuis ont commencé. Je suppose que l'aspect social du projet, gênant pour le F.L.N., y a contribué autant que sa situation au sein d'un des foyers les plus rapidement actifs de l'insurrection.

Tout a débuté par une campagne d'influence auprès des ouvriers, qui, dans l'ensemble, y sont restés imperméables. Les choses sont devenues plus sérieuses avec l'incendie d'un dépôt de matériel. A la suite de cet acte, l'administration a pu obtenir des garanties de protection et les travaux ont continué, bien que cette protection se soit limitée à un ratissage élémentaire. Malgré de tels aléas et d'autres du même ordre survenus par la suite, l'exécution a fini par atteindre un stade assez avancé : gros œuvre de la station de traitement d'eau potable sur le point de ▶

▶ **OUED-DJEMAA...**

tout est calme sur la route, trop calme même

La plupart des villages kabyles sont perchés fièrement au sommet des crêtes ou des pitons, comme les vieux bourgs de haute Provence. Mais dans les vallées, se sont bâtis aussi quelques nouveaux villages. ▶



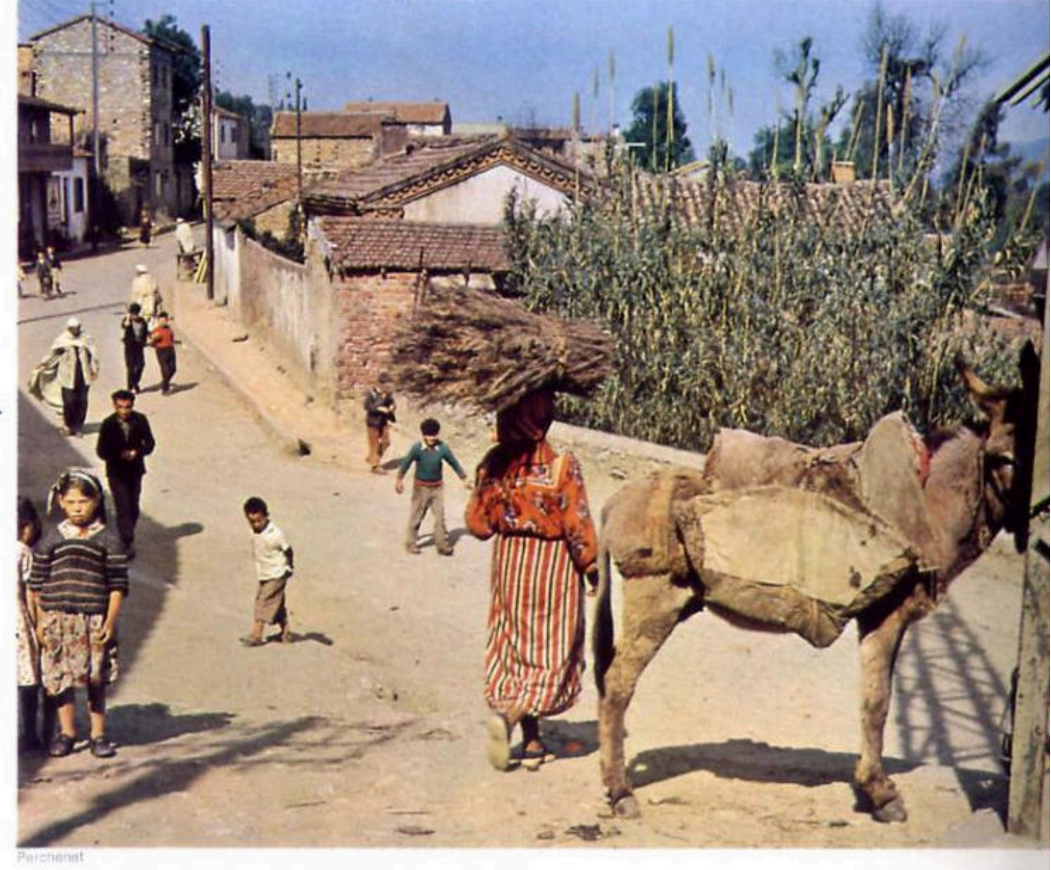
Perchenet

recevoir son équipement, station de pompage pratiquement achevée, à deux mois de sa mise en service. Les canalisations, elles, ont pris un retard important du fait de leur parcours en pleine campagne et une seule antenne est prête à fonctionner.

Un soir, quelques instants avant le coup de sifflet signalant l'arrêt du travail, tout à coup, c'est le drame. Dans un crépuscule favorable à la surprise et plus encore à une retraite discrète, des commandos fellaghas débouchent des pentes environnantes et attaquent simultanément les stations de pompage et de traitement. Action rapide, enveloppement immédiat. En quelques minutes les baraquements et dépôts flambent. Sous les tirs croisés d'armes automatiques, vingt hommes, tous des ouvriers et contremaîtres, tombent. Treize restent au sol, morts ou agonisants.

Aussi rapidement qu'ils sont intervenus, les assaillants décrochent et disparaissent dans la pénombre rendue plus dense par la lueur des incendies. Dans le silence qui suit l'action, pesant malgré le crépitement des flammes et les gémissements des bles-

La vie municipale, en Kabylie, est très active. Une *djemaa*, composée d'hommes ayant atteint leur majorité, règle les affaires et ses attributions s'étendent aussi bien à l'administration qu'à la justice. ▶



Perchenet

sés, le temps passe... jusqu'à ce qu'un chef de chantier parvienne à rameuter un certain nombre d'hommes courageux. La petite équipe relève alors les corps et tente de circonscrire les dégâts.

Lourd bilan : des morts, le deuil des familles qui ont perdu leur soutien, le matériel et les approvisionnements d'entreprise détruits. Étrangement, les édifices construits et leurs équipements ont peu souffert, sans doute à cause des structures en béton brut. Évidemment, les travaux sont arrêtés. Ils n'ont pas repris malgré le renversement de situation qui devait aboutir aux manifestations de fraternité du 13 mai 1958.

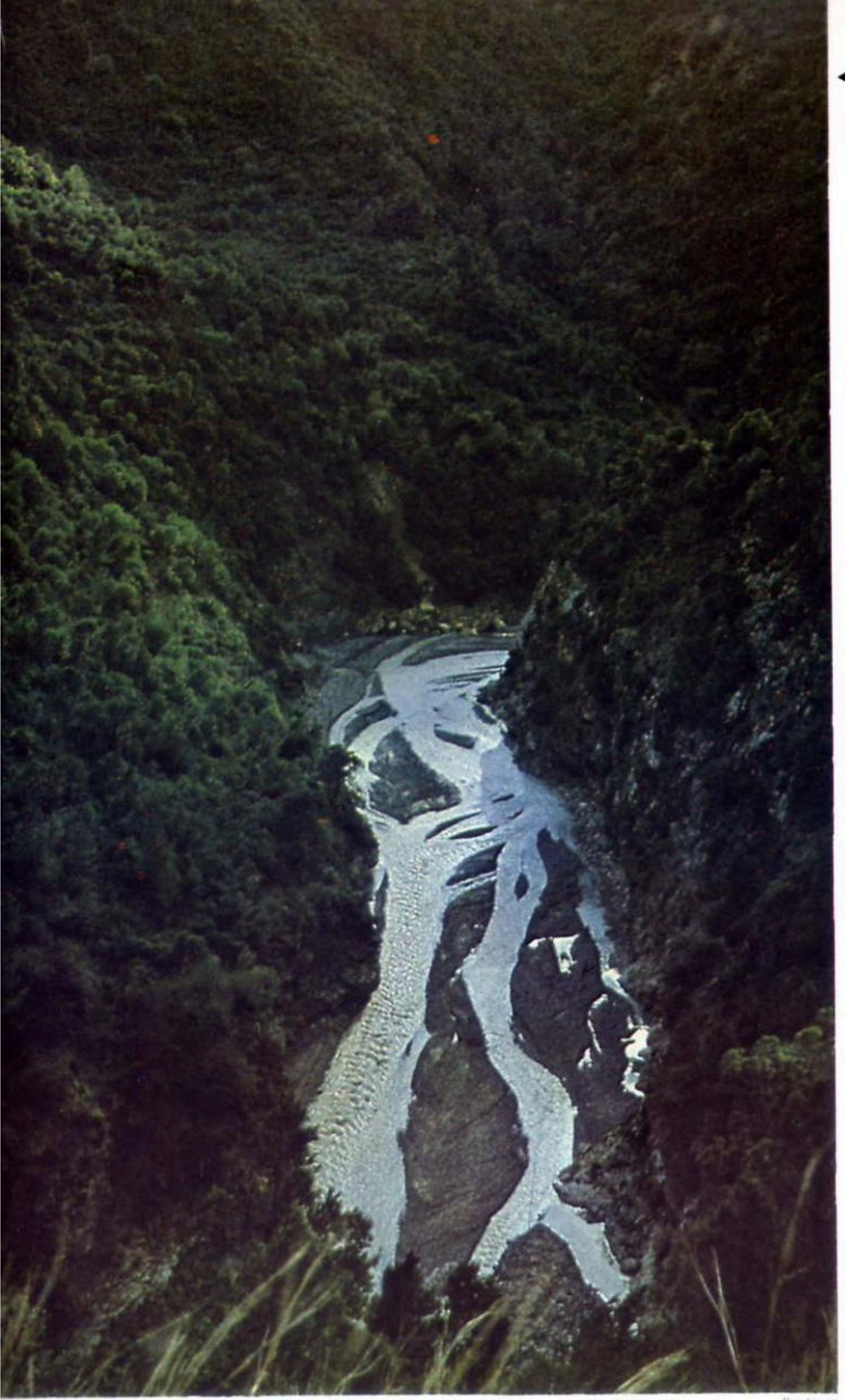
A cette occasion, il y eut fête dans tous les villages intéressés par le projet. Une délégation, conduite par les mokhadems, vint trouver les édiles et les représentants de l'administration en visite pour se déclarer prête à reprendre le travail et demander la poursuite du chantier. Une telle décision posait des problèmes de tout ordre : logistique, technique et financier.

Malgré le bon vouloir de tous les participants, ils n'étaient pas encore résolus lorsque la situation évolua de nouveau. Face au risque resurgi, la nécessité d'une protection efficace s'imposait. Pourtant, l'armée ne pouvait pas être partout à la fois; il eût fallu couvrir toute la région dont l'importance ne justifiait pas d'y consacrer des forces aussi importantes, comparativement à d'autres tâches plus urgentes. Dans ces conditions, il n'était pas question, pour les entreprises, de prendre la responsabilité de faire courir de nouveaux risques au personnel et les choses restèrent en l'état. Du reste, la région passa bientôt complètement sous le contrôle de la rébellion et fut interdite à toute incursion civile ou militaire.

Le temps coula avec son cortège d'atrocités, d'autant plus poignantes qu'elles s'accompagnaient d'une suite de solutions en perspective, chaque fois remises en cause par ceux-là mêmes qui en détenaient les fils.

Mon arrivée, en février 1962, est le résultat du paradoxe final.

Malgré l'issue qui s'annonce, l'armée française, victorieuse sur le terrain, vient de rouvrir l'accès de plusieurs régions dont celle d'Oued-Djemaa-Michelet. Demande a été faite aux entreprises d'envi-



◀ **Le problème de l'eau s'est toujours posé avec acuité en Algérie. Le gouvernement français a donc attaché beaucoup d'importance à l'hydraulique. Il a entrepris de domestiquer les oueds en construisant des barrages et des usines hydro-électriques. *(Photo :)* Oued-Djemaa.**

sager la reprise des travaux et, dans cet objectif, de participer à la première reconnaissance civile pour inspecter l'état des lieux depuis l'abandon du chantier.

Une imposante escorte

Nous sommes donc partis très tôt, avant même le lever du jour, pour être rendus à 7 heures sur la place de Tizi-Ouzou, point de concentration. Un entrepreneur local et l'ingénieur conseil sont venus chercher à l'hôtel, en nos personnes, les deux représentants des entreprises métropolitaines.

Tandis que la voiture roule, on échange des impressions avec une aisance affectée, les inquiétudes du jour mais surtout les vicissitudes subies par ce malheureux chantier. Contrôle par un poste fixe à la sortie d'Alger, contrôle sur la route par une patrouille motorisée, chicane et contrôle encore, sévère celui-là, à Bordj-Ménaïel. Le chef de poste vérifie par téléphone que nous sommes bien attendus à Tizi-Ouzou avant de nous laisser continuer.

Premiers visiteurs à arriver, la délégation de la préfecture et du service de l'hydraulique, qui doit nous accompagner, nous accueille. Une deuxième voiture arrive peu après; nous sommes maintenant au complet car l'escorte est là également. Imposante, cette escorte : une automitrailleuse, un half-track, deux camions, deux jeeps. On a même prévu une patrouille par hélicoptère. Les pieds-noirs ne cachent pas leur satisfaction devant un tel déploiement de forces. Les métropolitains, eux, sont plus troublés que joyeux : « Dans ces conditions, est-ce bien la peine d'envisager une reprise des travaux ? »

En attendant la reconnaissance aérienne, tout le monde se retrouve au café qui vient d'ouvrir et se réconforte d'une boisson chaude et d'un sandwich. On cause.

« Tout est calme », affirme le lieutenant qui commande l'unité.

Un bruit caractéristique nous annonce le passage de l'hélicoptère. Aussitôt, chacun regagne précipitamment son véhicule et le convoi s'ébranle.

Pas le moindre signe de présence humaine

Rapidement, la route s'enfonce dans les montagnes et serpente. De chaque côté, le terrain a été largement déboisé et brûlé pour éviter les embuscades, ce qui donne au paysage un premier plan sinistre. Parfois, une ruine calcinée témoigne d'une action passée, certaines ont dû être récentes. Tout est calme, cependant, trop calme en vérité. C'est un pays mort que nous découvrons, nulle part aux flancs des pentes la moindre trace de bétail, le moindre signe de présence humaine. Dans les villages traversés il y a peu d'animation et celle-ci se fige à notre approche. Oh! il n'y a pas de crainte engendrant des fuites, seulement les gestes se suspendent, les regards ne se détournent pas, ils nous ignorent, atones. Là encore, la lassitude est évidente, qui courbe les épaules.

Vers 11 heures, nous parvenons à la station de traitement et au départ des canalisations. Le temps n'a pas arrangé les choses, il y a beaucoup à refaire. Nous remontons ensuite vers la chambre de pompage pour nous restaurer d'une collation froide. Pas de réception, en effet, pas de méchoui. Pour ceux qui connaissent la haute tradition d'hospitalité musulmane, laquelle s'applique même aux ennemis, cette réserve est le signe certain de la profonde désespérance de gens totalement désemparés. Je pense à cela tout en mâchant mon pain fourré de viande, les pieds dans la neige, face au massif scintillant du Djurdjura. C'est à peine si quelques gamins nous contemplent de loin, aussitôt ▶



J.-Ph. Charbonnier/« Réalités »

◀ **En 1958, beaucoup de Kabyles avaient pensé être devenus, par la magie des mots, des « Français à part entière ». Mais le temps s'était écoulé et les solutions adoptées alors avaient été abandonnées par ceux-là mêmes qui les avaient préconisées.**



J.-Ph. Charbonnier/« Réalités »

les murs portent encore les traces du feu...

rappelés par les cris frénétiques de leurs mères éplorées.

Après ce frugal déjeuner, nous allons examiner les pompes, seuls équipements techniques mis en place avant l'arrêt et dont l'état nous inspire les plus grandes craintes. Pour cette opération le mokhadem du village nous a rejoints. C'est un homme d'une soixantaine d'années, patriarche à mine altière, impassible, ancien militaire certainement. Il est accompagné d'un de ses fils, gaillard de trente ans, vêtu à l'européenne, le visage fermé.

Le bâtiment a peu souffert, les murs portent encore les traces du feu qui a craquelé leur enduit sans les entamer. Quant aux portes, il n'en reste rien, elles ont été remplacées par des panneaux en planches vaguement consolidés. On les déplace et nous pénétrons.

Là, nous restons saisis, mes compagnons et moi. La pièce est intacte! Mis à part quelques déchets et gravats, l'ensemble des appareils ne paraît pas avoir souffert. Cela est déjà surprenant, mais le motif de notre étonnement est autre. Un peu partout sur les murs, les piliers, sur les pompes même, sont placardées les affiches du 13 mai 1958. Il y en a bien une dizaine de tout format, et manifestement d'époque! Elles aussi sont intactes...

Comment expliquer qu'en ce lieu fermé depuis trois ans à toute pénétration française, en plein cœur d'une zone où la rébellion a, durant tout ce temps, imposé sa loi, de telles images aient pu subsister?

J'avoue qu'aujourd'hui encore la question reste pour moi sans réponse.

Je me contente d'enregistrer le fait, comme je le fis alors, sans pouvoir refréner une bouffée de chaude fierté pour une voie qui me paraissait vraie, d'enivrement pour tout ce qui semblait encore possible.

Comme je contemple, songeur, une de ces affiches sur laquelle un Algérien et un Européen se donnent la main au-dessus de la mention : « Tous frères, 50 millions de Français de Dunkerque à Tamanrasset », je me sens observé. En me retournant, je croise le regard du mokhadem, qui ébauche un sourire et dit quelques mots en arabe. Sans être un expert, je comprends assez bien plusieurs langues musulmanes et suis en mesure de traduire :

— C'était bon en ce temps-là.

Je réponds, en arabe également :

— Tu dis vrai, mais Allah est le plus grand.

— Qu'il soit glorifié.

Il a souri plus franchement, étonné et satisfait, mais j'aperçois son fils qui se détourne.

« Je suis un roumi comme les autres »

Une fois faite l'inspection des appareillages, le bilan des réparations à effectuer établi, nous prenons nos dispositions pour repartir afin d'être rentrés à Tizi-Ouzou avant la nuit.

Je prends congé du mokhadem laconiquement mais avec chaleur :

— Dieu te garde!

— La paix sur toi et sur ta famille!

En me dirigeant vers les voitures, j'ai la surprise de m'entendre interpeller. C'est le fils du mokhadem qui, un peu à l'écart, me fait signe de le rejoindre.

Intrigué, je m'approche. J'aimerais savoir ce que cache son expression butée.

— Je voulais aussi te dire au revoir.

Il parle français, lui.

— La paix d'Allah sur toi!

— Tu parles comme un musulman.

— Je suis un roumi, comme les autres, dis-je en montrant mes compagnons, et tu ne nous aimes pas beaucoup, pas comme ton père.

— Ne parle pas de ça. Vous reviendrez finir le chantier?

— Peut-être, *inch Allah*.

— *Inch Allah!*

Mais Dieu ne l'a pas voulu, les travaux n'ont pas repris et je ne sais ce qu'est devenu depuis lors le chantier d'Oued-Djemaa. *Mektoub!* C'était écrit. H

J.-M.-B. LEROUX

JOUHAUD : LA FIN...





Ci-dessus : **le général Jouhaud. Le dimanche 25 mars, il était arrêté au « Panoramic » à Oran alors qu'il déjeunait avec des amis : une « inspection » d'appartement imprévue...** *Ci-dessus à droite :* **le général Le Puloch, chef d'état-major de l'armée de terre. Il avait demandé au général Katz, chef du corps d'armée d'Oran** *(à droite)*, **de mettre tout en œuvre pour s'emparer de Jouhaud.**

ENTOURÉ de quelques fidèles, Roc, adjoint civil du général Jouhaud en ce qui concerne l'O.A.S. à Oran, attend le commandant Camelin, adjoint militaire, chez Lupin, à Saint-Eugène. En ce dimanche 25 mars 1962, la journée est magnifique. Le printemps est déjà là avec une profusion de soleil et de ciel bleu. Oran se dispose à aller s'aérer sur les plages de la Corniche et dans les environs.

Le temps passe agréablement sous l'extraordinaire citronnier du jardin de Lupin. Il donne des fruits gros comme des pamplemousses. Les premières fleurs de la saison ornent les parterres. Éliane, la maîtresse de maison, a servi des boissons. Il est 15 heures. La conversation languit. Camelin ne va pas tarder.

Tout le monde est décontracté, malgré l'hélicoptère de surveillance qui mouline au-dessus de la ville. Roc explique à ses amis qu'il est au courant depuis hier. Tiénou, officier d'état-major du corps d'armée d'Oran, qui renseigne ordinairement l'organisation, a prévenu : « Le général Katz veut à n'importe quel prix l'émetteur clandestin. L'opération est prévue pour dimanche. Secteur : place Hoche. Mise en place à midi. »

— Camelin a pu toucher le Compagnon *(général Jouhaud)* ?

— Il avait rendez-vous ce matin, à ▶


ECPA

Oran : le boulevard du Front-de-Mer. Là, habite Jouhaud ; là aussi se trouve le « Panoramic ». La police et l'armée sont sur les dents. Un commando O.A.S. a ouvert le feu sur une patrouille, la veille ; des émissions de radio clandestines ont eu lieu. Les ordres de Katz sont formels : il faut repérer coûte que coûte l'émetteur clandestin. Un bouclage est en place ; du haut des terrasses, l'armée veille cependant qu'un hélicoptère de surveillance survole Oran.



10 heures, avec le général dans son studio du boulevard du Front-de-Mer. Ils ont eu tout le temps d'aller ailleurs.

A l'heure du déjeuner, l'émetteur avait parfaitement fonctionné. Comme chaque jour, l'émission pirate, sur le canal « son » de la télévision, avait apporté aux Oranais son message de consignes, d'espoir et... d'invectives à l'adresse du F.L.N. et de certaines forces de l'ordre. Le speaker avait affirmé, une fois de plus, avant que retentît le *Chant des Africains* : « L'O.A.S. vaincra ! »

Mais que fait donc Camelin ? Lui qui est toujours si ponctuel... Non pas que la réunion soit particulièrement importante. Comme d'habitude, Camelin échangera avec le groupe des informations et donnera ses consignes pour les vingt-quatre heures à venir.

On parle de choses et d'autres. Tous ignorent que le lieutenant de vaisseau Guillaume, second adjoint militaire du général Jouhaud, a été arrêté la veille à un barrage.

— Papiers... Cette voiture est à vous ?

— Bien sûr.

— Comment se fait-il que le numéro de la carte grise ne corresponde pas à celui de la plaque minéralogique ?

— Euh !... j'ai deux voitures, je me suis trompé de carte grise.

— Descendez !

Le chef du barrage avait cru tenir un banal voleur de voiture. Quelques heures après, l'enquête s'orientait vers le « légionnaire déserteur ». Trois jours plus tard, sans doute le temps de confronter ses empreintes digitales avec le fichier des recherches, la sécurité militaire identifiera le lieutenant de vaisseau Guillaume.

Roc demande si quelqu'un possède des détails sur l'affaire d'Alger. Pour sa part, il n'a pu obtenir aucune liaison. Tout ce qu'on sait, c'est qu'un commando O.A.S. a ouvert le feu, hier, sur un camion militaire. Les forces de l'ordre ont bouclé Bab-el-Oued. La radio laisse entendre que la répression risque d'être sévère.

L'Algérie est en proie à une violence de plus en plus exaspérée. Le redoublement de l'action terroriste doit prouver que les accords d'Évian sont inapplicables et qu'il faut tenir compte des revendications de l'O.A.S.

Mais le grand sujet d'actualité, c'est l' « expropriation » (selon le mot léninien) de plus de deux milliards à l'agence oranaise de la Banque d'Algérie, vendredi dernier. Le coup a été réalisé avec une poignée d'hommes et une facilité déconcertante. Roc, qui a eu la charge de désigner les comptables clandestins, annonce le résultat :

— 2 140 315 000 francs (anciens). Le Compagnon a décidé de faire parvenir un milliard au général Salan.

— Avec tout cet argent, on est sûr de gagner !

Le visage blême

Roc ne répond pas. Il songe à la récente signature des accords d'Évian et à ses conséquences prévisibles, à l'armée de 1962 qui n'est plus celle de 1958... Il songe aussi aux Oranais qui, malgré les barrages et les attentats toujours possibles, vont sillonner les routes de la Corniche, du Canastel, d'Aïn-Franin et de Misserghin où ils vont jouer à la pétanque et boire l'anisette tandis que les enfants tireront sur leurs cerfs-volants.

En ville, la réalité est autre. L'atmosphère n'est guère, à cette heure-ci, celle d'un paisible dimanche d'évasion et de détente. Les rues connaissent un mouvement de troupes sur le pied de guerre d'une ampleur inhabituelle. Plus de 2 500 hommes participent au bouclage-surprise assorti de perquisitions, de saisies d'armes et de documents, d'arrestations.

Après avoir débordé la place Hoche, les forces de l'ordre se sont resserrées vers la place des Victoires, le Forum oranais, dont les bars alentour sont autant de Q.G. volants pour les activistes.

16 heures. Et le commandant Camelin n'est toujours pas là ! L'inquiétude commence à s'infiltrer dans le groupe. Roc décide d'en avoir le cœur net :

— Attendez-moi, je vais faire un tour là-bas.

Il saute dans sa voiture et ne tarde pas à constater avec surprise que le bouclage a été dévié vers le boulevard du Front-de-Mer. Il est sans fissure et il englobe le studio du général. Mais tout semble normal. Les commandos O.A.S. sont bien en place.

Le retard de Camelin défrise Roc pour la seule raison qu'il a promis au lieutenant Planchot de le conduire auprès du général. Ils doivent, entre autres, régler le problème du maquis de Relizane. Seulement, sans Camelin, il ne peut savoir où s'est réfugié le général. Seule certitude, il n'est pas, naturellement, dans son studio...

Il ne reste plus à Roc qu'à retourner à Saint-Eugène où, probablement, Camelin l'attend à son tour...

Soudain, en remontant la rue Mirauchaux, Roc aperçoit Pancho, le responsable de l'organisation des quartiers. Il paraît très excité. Roc donne un coup de volant et monte sur le trottoir. Visiblement effrayé, Pancho s'est plaqué contre


Durrieux

le mur. Il a bien cru que Roc voulait l'écraser.

Roc descend de voiture avec une décontraction feinte, mais le visage blême de Pancho a éveillé en lui un sombre pressentiment.

— Tu as vu Camelin?

— Il a été arrêté... avec le général!

Roc encaisse la nouvelle en serrant les dents.

— Comment le sais-tu?

— J'étais avec eux au briefing. Vers midi, le général a dit : « Tiens, on va aller se faire » inviter à déjeuner chez Claude Raymond, » au « Panoramic ». Il y a quelques jours » que nous ne l'avons pas vue. »

— En plein bouclage?

— Mais non, il s'arrêtait boulevard de Metz. Camelin était certain que seule la place Hoche était visée...

Un million dans un paquet

Un peu plus tard, Roc devait apprendre que l'équipage de l'hélicoptère chargé du « goniotage », acquis à la cause, avait cru bien faire... Il avait détecté l'émission clandestine dans les environs de la place Hoche, mais avait égaré volontairement le bouclage vers la place des Victoires et le boulevard du Front-de-Mer : « Plus bas, plus bas... encore plus bas. » De sorte que le bouclage avait absorbé le « Panoramic ». Pourquoi diable n'avait-il pas fourvoyé la troupe dans la direction opposée, vers la rue de Mostaganem?

Le petit gars de l'hélicoptère était content. L'émetteur était sauvé. Katz allait encore piquer une belle crise de rage et Tiénou sourirait dans sa barbe.

Roc ne quitte pas Pancho des yeux :

— Ils ont été identifiés?

— Non, mais ils les ont emmenés.

Les bruits les plus contradictoires circulent. Jouhaud a été arrêté, relâché, non, il est à Alger, à Paris, il a été identifié chez les barbouzes, transféré à la gendarmerie, etc. De fait, ça tiraille, square Garbé, en direction de la caserne des gendarmes. Des tireurs, postés sur les terrasses des immeubles de la rue de Mostaganem, harcèlent les forces de l'ordre.

Deux bombardiers légers B-26 survolent, menaçants, la ville. Puis apparaissent des T-6 qui lâchent quelques rafales d'intimidation... dans la mer.

Quelque deux heures auparavant, dans cet appartement du 8ᵉ étage du « Panoramic », le déjeuner s'achevait dans la bonne humeur. L'hôtesse, une gracieuse jeune fille d'une vingtaine d'années, avait veillé au confort de ses invités. Sur la cheminée du salon trône un portrait du chef de l'O.A.S. pour l'Oranie, le général Edmond Jouhaud.

Pour l'heure, un solide sexagénaire à la longue moustache, au crâne rasé, est le centre de la conversation. Ce M. Gerbert parle des événements, non du bouclage lui-même. Ils n'ont aucune raison d'être inquiets. Ils savent...

Mais des craquements sinistres et significatifs résonnent dans les couloirs de l'immeuble. Les forces de l'ordre enfoncent les portes des appartements dont les propriétaires sont absents. On sonne chez Claude Raymond. Gerbert lui fait signe d'ouvrir. Ils ne craignent ni vérification d'identité ni perquisition. Ils ont de bons faux papiers et ne portent aucun document sur eux.

Seul Camelin s'impatiente. Il arrivera très en retard au rendez-vous de Roc. Or l'ancien chef de bataillon de la légion aime l'exactitude.

Mais voilà que l'un des convives, Jourdain, de Mostaganem, est trouvé porteur d'un permis de conduire non rempli. D'autre part, un C.R.S. découvre dans un paquet, fait avec du papier-journal, un million d'anciens francs en billets de banque neufs. Bizarre!... Il n'en faut pas plus pour embarquer tout le monde : Gerbert, Claude Raymond, Jourdain et... le docteur Sabatier (*alias* Camelin).

Les prisonniers se rendent compte que le panier à salade sillonne la ville, s'arrête, repart, comme s'il hésitait sur son itinéraire ou son point de destination. Finalement, il aboutit rue du Château-Neuf, à la police judiciaire, qui fait face au corps d'armée. L'ancienne P.J. plutôt. La maison a maintenant la réputation d'être le quartier général des « barbouzes » venues exprès de métropole avec mission spéciale de faire la chasse à l'O.A.S. Parmi elles, se trouve cependant un policier qui est en liaison avec l'état-major de l'O.A.S. et le renseigne...

Sandwiches et vin rouge

C'est lui qui viendra annoncer tristement la nouvelle à Roc :

— Le général est à la P.J. On vient de l'identifier. Le corps d'armée va le prendre en charge. J'ai bien cru qu'il allait passer au travers... S'il n'y avait pas eu le couvre-feu, il aurait été relâché.

A la fin de l'interrogatoire, l'inspecteur de la P.J. avait demandé :

— Mais, monsieur Gerbert, pourquoi vous a-t-on arrêté?

— C'est une question que je désirais vous poser.

— Je me le demande. C'est une erreur regrettable dont je m'excuse. Mais je vous prie de ne pas nous en tenir rigueur. Ces C.R.S. soupçonnent tout le monde. Je vais, du reste, vous faire rendre vos objets personnels et vous serez relâché dès demain.

Le général rejoint donc ses camarades d'infortune avec lesquels il partage sandwiches et vin rouge. Mais voici qu'on le rappelle bientôt au premier étage où il est mis en présence de deux chefs de la P.J. L'un va rentrer en France, l'autre vient d'arriver pour le remplacer. Les questions prennent un tour incisif. Il y a anguille sous roche, manifestement. Le général sent que les choses vont mal pour lui. En ▶



Oran : *à gauche,* le boulevard du Front-de-Mer, *à droite,* la mosquée du Pacha. En route pour la P.J., Jouhaud jette un dernier regard sur sa ville. Mais songe-t-il qu'il la voit pour la dernière fois ? Il a si bien modifié son visage qu'il espère bien ne pas être reconnu. En fait, il craint surtout d' « être jeté en pâture dans la ville indigène ».

Jouhaud, enchaîné, pénètre dans la citadelle

effet, l'un des commissaires semble absorbé par l'examen de la photographie d'un général d'aviation...

— Vous ressemblez beaucoup, monsieur Gerbert, à un homme qui nous intéresse tout particulièrement.

L'interrogatoire reprend de plus belle. Inutile passe d'armes que le chef de la P.J. finit par balayer d'un geste d'impatience :

— Pourquoi insister, mon général? Regardez plutôt votre photographie. Si le bas de votre visage est parfaitement camouflé, le haut, malgré vos lunettes, vous trahit. Et, curieusement, un grain de beauté correspond fâcheusement au signalement du général Jouhaud.

L'anthropométrie va le confirmer. Il n'y a plus rien à faire.

— Oui, je suis le général Jouhaud, né à Bou-Sfer, chef de l'O.A.S. en Oranie. C'est tout ce que j'ai à dire.

Roc a posé, bien sûr, la question au policier :

— Qui a trahi le général?

— Personne. Il a été identifié par le fonctionnaire du greffe qui lui a rendu ses affaires personnelles. Arrivé depuis deux jours à Oran, il n'avait jamais vu le général, mais il connaissait son visage par cœur. En fait, un de ses amis, médecin à Clermont-Ferrand, le docteur G..., qui a servi dans le groupe du général en 1940, possède sa photographie dans son salon. Ils avaient souvent parlé du général Jouhaud. Avant de quitter la France, le policier était allé saluer son ami qui, lui montrant la photographie, lui avait recommandé d'ignorer le général si, éventuellement, le sort les mettait en présence. Très physionomiste, il a fait ce qu'il a cru être son devoir.

— On peut dire qu'il a le sens de l'amitié, dit Roc avec une ironie grinçante.

Dans la nuit, le général Jouhaud est dirigé, menottes aux mains derrière le dos, sur le corps d'armée. Il marche en tête d'un dispositif de combat prêt à l'abattre s'il donne la moindre impression de vouloir fuir. Il entre ainsi enchaîné dans la citadelle où, trente-huit ans auparavant, il avait pénétré pour la première fois afin de signer son contrat d'engagement avant d'entrer à Saint-Cyr.

Nouvelles formalités de greffe : fouille minutieuse, empreintes digitales, dossier.

Enfermé dans une chambre que garde une section d'hommes en armes, dont des parachutistes, le général est laissé enchaîné. Il verra passer, les uns après les autres, Camelin, Jourdain, Claude Raymond...

Vers 3 heures du matin, il est jeté au fond d'un blindé que suit un convoi d'automitrailleuses et de chars légers, protégé par un détachement d'infanterie. A l'aérodrome de La Senia, un Nord-2500 attend l'ancien chef de l'armée de l'air qui va effectuer, enchaîné, son dernier vol sur avion militaire.

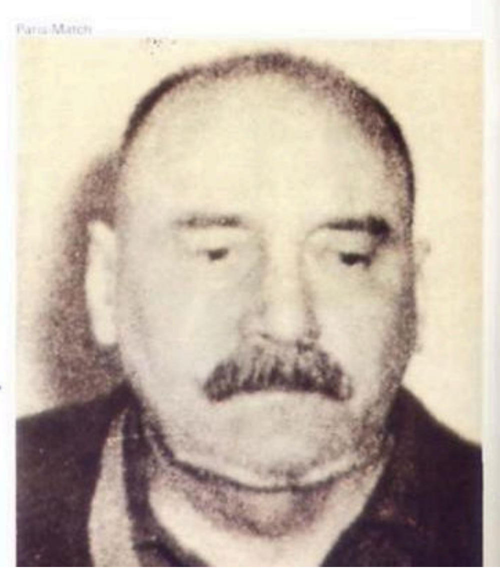
L'aube n'est pas loin, mais le léger brouillard de la nuit empêche le fils de Bou-Sfer de faire ses adieux à son sol natal. Seule émerge la chapelle de Santa-Cruz qu'il arrive à entrevoir au sommet de la montagne du Murdjajo.

Du printemps oranais, le général passe sans transition à un froid hivernal très vif. Accueilli à Villacoublay par une puissante escorte, il est dirigé sur la Santé. Le général Jouhaud, grand officier de la Légion d'honneur, n'est plus que le matricule 66985.

Les tracts ont beau annoncer que le général Gardy a relevé le flambeau du général Jouhaud et que le colonel Dufour a pris des contacts encourageants avec l'armée (en fait, la légion), les Oranais sentent bien que « c'est la fin »... H

Serge DURRIEUX

Photo anthropométrique du général Jouhaud. Le petit bouc qu'il s'était laissé pousser pour mieux modifier son visage a été coupé aux ciseaux, pour les besoins de l'identification, et a laissé cette marque sur son menton. ▶



HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire. 112 numéros seront consacrés à la Guerre d'Algérie.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Mars 1962)
(suite)

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

26 : sanglante fusillade entre manifestants européens et forces de l'ordre rue d'Isly à Alger.
27-30 : mise en place de l'exécutif provisoire à Rocher-Noir.
28 : une junte militaire prend le pouvoir en Syrie.
30 : échec de l'opération de commandos O.A.S. préparée par le colonel Gardes dans l'Ouarsenis.

AFRIQUE

4 : un quadrimoteur britannique s'écrase au décollage à Douala. Aucun survivant.
9 : signature, à Bamako, des accords de coopération franco-maliens.

AMÉRIQUE

2 : le président Kennedy annonce la reprise prochaine des expériences atomiques américaines dans l'atmosphère.
7 : lancement, par les Américains, du premier satellite spécialisé dans l'étude du Soleil.
16 : la fusée américaine « Titan II » effectue un parcours de 8 000 kilomètres.
18 : important succès péroniste aux élections législatives argentines.
20 : l'armée contraint le gouvernement argentin à démissionner.
28 : l'armée argentine dépose le président Frondizi, auquel succède M. Guido.

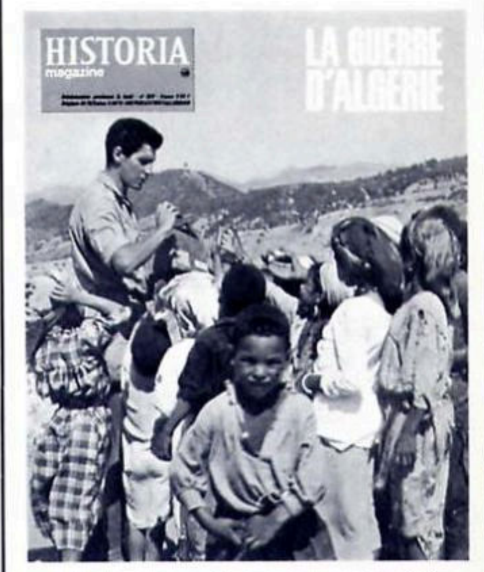
ASIE

2 : le général Ne Win reprend le pouvoir en Birmanie.

EUROPE

5 : comité central du P.C. soviétique.
5 : après l'accord de Khrouchtchev sur la proposition anglo-américaine de reprise de la conférence sur le désarmement, à Genève, le gouvernement français fait connaître sa décision de ne pas envoyer de représentants.
7 : signature, à Genève, de l'accord tarifaire entre les États-Unis et les Six.
12 : signature, à Genève, de l'accord international sur le blé.
14 : ouverture, à Genève, de la conférence des Dix-huit sur le désarmement.
16 : l'U.R.S.S. lance un satellite destiné à l'étude de l'environnement terrestre.
20 : l'U.R.S.S. reconnaît de jure *le G.P.R.A.*

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



19 MARS : L'ALGÉRIE RETROUVE LA PAIX

Sommaire

A NEUF JOURS DE LA CONSULTATION SUR L'ALGÉRIE



APRÈS DE DURS COMBATS ET SIX JOURS DE BLOCUS RIGOUREUX...

LES PARTIS SONT TORTURÉS

mais ils feront voter « oui » dans la perspective d'élections législatives rapprochées (29 avril)

Les Indépendants, qui laisseront à leurs membres liberté de campagne :

« Qui pourrait ne pas approuver la fin des combats ? »

(De notre rédacteur parlementaire J. PILLEKAULT)

En laissant planer sur les partis la menace d'élections législatives prochaines — un rappel du 29 avril — le pouvoir a usé d'une tactique qui ne peut que lui être profitable pour le référendum. Les choses étant ce qu'elles

SA GRACIEUSE MAJESTÉ AUX COURSES



Président de l'Exécutif provisoire

M. A. FARÈS DEPUIS HIER A ROCHER-NOIR

IL ÉTAIT ACCOMPAGNÉ DU VICE-PRÉSIDENT M. ROTH ET DE CINQ AUTRES MEMBRES DU NOUVEL ORGANISME

L'EXÉCUTIF SERAIT OFFICIELLEMENT INSTALLÉ DEMAIN

●

L'Algérie au Conseil des ministres aujourd'hui

MM. Michel Debré et Louis Joxe, grippés, le Conseil d'hier a été ajourné

BAB-EL-OUED panse ses blessures et renaît lentement à la vie



Cette photo a été prise hier matin, au cœur même de Bab-el-Oued, aux Trois-Horloges (qui, elles, se sont arrêtées à 6 heures) ; la vie paraît reprendre, mais ce n'est encore qu'une image. Bab-el-Oued panse ses plaies. Elles seront longues à cicatriser.

Les incidents dont il a été le théâtre ont causé de lourds dégâts au faubourg

Dès que Bab-el-Oued a été, hier matin, libéré de son blocus, nos reporters ont sillonné ce populeux quartier qui porte partout les traces de ses blessures, après l'affreux drame qui commença, il y a 8 jours, par l'attaque d'un camion de militaires.

Ils ont examiné les façades, les magasins, les appartements ; ils ont laissé parler les gens...

●

EN PAGE 8

BAB-EL-OUED EST LIBRE !

SYRIE : Lent retour au calme

Pas de changement dans la politique étrangère

AFFIRME LA JUNTE AU POUVOIR

O. N. U. : Le débat sur le différend israélo-syrien ajourné

GENHIED

mannequin-vedette

se suicide à Paris...

... parce qu'il lui a fallu avouer son âge !

Que faites-vous, bergères ?



Epilogue d'une crise politico-militaire

ARGENTINE : Frondizi destitué et interné

C'est une junte militaire qui préside désormais aux destinées du pays



JEANNE MOREAU VA COMPARAITRE DANS « LE PROCÈS »



Tous les grands partis conseillent à leur clientèle de voter oui... Mais, à l'exception de l'U.N.R., ils ajoutent qu'ils n'approuvent pas la politique du général de Gaulle ! Ainsi, jusqu'au bout, la position de la plupart des chefs des grandes formations sera l'indécision ou la critique systématique. L'Algérie panse ses blessures... elle ne vote pas sur l'ordre de la métropole.

être breveté parachutiste avant de rejoindre un commando opérationnel;

e) après deux années de commando, nous pouvions être admis au cours de nageur de combat, moniteur de sport, moniteur para, etc.;

f) la plupart étaient des engagés volontaires pour cinq ans.

Pendant les événements d'Afrique du Nord, cinq commandos ont participé activement à toutes les opérations notamment dans le Sud oranais. Un commando était composé d'environ une centaine d'hommes plus un P.C. pour l'ensemble : commandos Jaubert, Trepel, Montfort, de Penfentenyo, Hubert « hommes-grenouilles », + P.C. commandos.

Les opérations auxquelles ont pris part ces commandos se sont toujours soldées par de lourdes pertes pour le F.L.N. comme pour eux, et c'était toujours très dur de perdre des amis qui n'avaient pas vingt ans.

La dernière opération a eu lieu le 14 avril 1962 à environ une trentaine de kilomètres de Géryville au pied du djebel Amour, le cessez-le-feu était signé depuis le 31 mars et malgré cela nous avons perdu 2 hommes, voici leurs noms : Robin et Reicher dit « la Môme », appartenant tous deux au commando Jaubert, commandant de Villeneuve. Il y eut également 3 blessés, dont je tairai les noms.

M. G. P..., 13190 Allauch

★

Je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre revue, que je lis toujours avec autant d'intérêt. Après avoir hésité à vous

IN SALAH. L'AIDE DES GAULLISTES FIDÈLES

J'ai lu avec intérêt l'article de M. Lambert « Intermède saharien », présenté dans votre numéro 337 d' « Historia Magazine ». La partie de cet article réservée au séjour saharien des personnalités détenues mérite quelques précisions qui ont un caractère de témoignage.

En effet, le 23 avril 1961, fut mis en place à In-Salah un détachement opérationnel de l'aviation légère de l'armée de terre appartenant au peloton avion de la zone Est saharien d'Ouargla. Ce détachement comportait un officier, trois sous-officiers et un soldat ainsi que deux avions de type Nord-3400, le BYE et le BYB (ce dernier présenté sur une photographie du n° 323 de votre magazine). Ce détachement devait participer, en liaison avec les unités sahariennes au sol, à l'évacuation des zones susceptibles d'être exposées à des retombées radioactives dans le cadre des essais nucléaires en préparation à l'époque.

Le 24 avril, les deux appareils prirent l'air avec, à leur bord, l'officier chef du détachement et un sous-lieutenant vétérinaire, pour effectuer une mission de ravitaillement sanitaire au profit d'un peloton de la compagnie méhariste du Tidikelt. Un vent de sable se levant dès le début de la mission, les deux appareils se reposèrent sur l'aérodrome d'In-Salah vers


Coll. Roux

In-Salah. 26 avril 1961 : les personnalités internées vont regagner Alger...

6 h 10. Après avoir solidement fixé les appareils en raison du vent violent, les personnels de l'A.L.A.T. virent, vers 7 heures, un avion de l'armée de l'air se poser sur la piste et rester à distance respectable des bâtiments de l'aéroport.

Un commandant (béret rouge), accompagné de jeunes parachutistes, en descendit et donna l'ordre au chef de détachement d'aller chercher le commandant assurant les fonctions de sous-préfet d'In-Salah.

Accompagné du sous-lieutenant vétérinaire, l'officier chef du détachement rendit compte au sous-préfet des dangers que pouvait représenter pour sa liberté d'action un déplacement à l'aéroport. Pendant ce temps, un second appareil de l'armée de l'air vint rejoindre le premier. Vingt-quatre personnalités civiles et militaires furent enfermées dans la salle d'attente de l'aéroport où deux jeunes officiers de l'A.L.A.T. réussirent à les contacter pour se mettre aux ordres de M. Buron et du général Gambiez. Ces sous-officiers, un adjudant pilote et un sergent-chef martiniquais occupant la fonction de mécaniciens, reçurent pour mission de prévenir Paris de la présence des autorités à In-Salah. L'adjudant entreprit sans délai de prendre tout contact permettant d'acheminer le message, en particulier par voie aérienne.

écrire, je le fais après avoir passé mes dernières vacances en Algérie.

Bon gré, mal gré, j'ai effectué mon service militaire (classe 57 - 2/C) à Akbou, en 1959-1960, et je n'ai pu résister au désir d'y retourner dans de nouvelles conditions.

Je puis vous assurer que j'ai reçu un accueil particulièrement chaleureux dans cette région que j'avais connue lors d'une période difficile. J'ai pu revoir deux de mes anciens élèves (j'ai fait l'école pendant un an, d'avril 1959 à avril 1960), qui ont maintenant vingt-cinq ans et j'ai d'ailleurs passé deux nuits chez l'un d'eux en compagnie de ma femme et de mes deux enfants de neuf et dix ans.

Akbou a subi d'importantes transformations depuis treize ou quatorze ans. En 1959, aucun enfant de Guendouza (village situé à deux kilomètres d'Akbou) n'était scolarisé ; maintenant, en plus des écoles primaires, un C.E.S. a été construit. Par ailleurs, de nombreuses constructions ont été édifiées et un hôpital est pratiquement terminé.

Nous avons également pu nous rendre compte que la réforme agraire n'était pas un vain mot et que ce soit dans l'Aurès, en Kabylie ou dans le Constantinois, les efforts sont très apparents; il est sans doute trop tôt pour apprécier les résultats.

J'ai ressenti une impression très différente à Alger où l'accueil semble plus ou moins mitigé. J'ai très mal connu Alger en 1959-1960, mais actuellement, tout n'est pas très propre et dans les restaurants, à l'*Aletti* en particulier, la longue liste indiquée sur les cartes s'avère sérieusement rétrécie à l'usage. ▶

Les autorités furent dirigées par la piste vers l'hôtel Transatlantique d'In-Salah, où elles restèrent sous la garde d'un escadron saharien porté de la légion étrangère. Regroupé, le détachement A.L.A.T. entreprit la constitution d'une somme de renseignements importants surtout basés sur la prise de photographies réunissant tous les accès au bordj de l'hôtel et les postes de guet de l'unité de garde. Ancien légionnaire lui-même, l'adjudant pilote prenait contact avec des sous-officiers légionnaires, menant auprès d'eux une action tant psychologique que de renseignement.

Parallèlement, des contacts furent pris avec un civil de la tour de contrôle de l'aéroport et avec les cadres de l'unité locale du génie pour envisager toutes les possibilités d'action. C'est au cours de cette dernière réunion que l'évasion d'autorités fut envisagée soit à l'aide des deux avions de l'A.L.A.T. pour M. Buron et le général Gambiez, soit par un convoi constitué à base de véhicules du génie. La première solution avait pour destination soit Tlemcen, soit le Maroc, tandis que la seconde solution visait à évacuer les autorités par les territoires du Sud. L'action était prévue en souplesse en évitant dans toute la mesure du possible la confrontation armée des parties en présence.



... Sur l'aérodrome : Buron et Morin.

Le 25 avril au matin, devait se dérouler une reconnaissance d'itinéraire avec un sous-officier du génie à bord des avions de l'A.L.A.T. Un passage à la verticale du bordj de l'hôtel permit de compléter les renseignements avec des photographies aériennes des lieux et de saluer au passage les autorités par appels du moteur et battements d'ailes. Cette mission dut être interrompue en raison de la recrudescence du vent de sable. De retour à In-Salah, le personnel du génie du détachement de l'A.L.A.T. assista, impuissant, à l'arrivée du général de Pouilly. Pour la petite histoire, on se souviendra que ce général venait renforcer les effectifs dont M. Buron disait la veille : « Nous pouvons constituer deux équipes de football; nous aurions bien deux arbitres de touche, mais il nous manque un arbitre. »

L'arrivée du général de Pouilly en plein vent de sable représenta pour nous le double ennui de décider de notre premier point de destination, devenu incertain, et surtout de l'impossibilité d'utiliser nos moyens aériens, trop légers et mal équipés pour voler par ce mauvais temps. Le reste de la journée du 25 avril fut occupé à préciser les contacts et à écouter les informations qui pouvaient modifier l'exécution de nos plans. Ce n'est que vers 0 h 15 que l'accès auprès des autorités fut autorisé au personnel de l'A.L.A.T. pour mettre leurs moyens aériens à la disposition en cas de besoin. L'énervement provoqué par une trop longue attente et l'ambiance euphorique de la libération donnèrent lieu à certaines scènes qui demeureront dans les anecdotes que l'on conserve à titre personnel. Il convient de noter, toutefois, qu'à In-Salah, où l'on eut tôt fait de connaître les nouveaux arrivants, dans ce lieu où étaient représentées, dans les milieux militaires et civils, toutes les tendances du moment, la dignité est restée de rigueur de même que l'esprit de camaraderie.

M. R..., 69008 Lyon

Opinions...

Si vous pensez que ma lettre puisse intéresser certains de vos lecteurs, vous pouvez bien sûr la faire paraître et dans ce cas, j'aimerais connaître l'opinion « objective » d'un appelé qui aurait participé en août 1955 aux événements de Skikda rappelés dans l'article ci-joint, qui, je l'espère, ne reflète pas la réalité.

D'autre part, en fin de parution de votre revue, beaucoup de lecteurs aimeraient sans doute connaître ce que sont devenus les principaux chefs du F.L.N.

Lors de mon récent voyage, j'ai appris que Krim Belkacem avait été « liquidé » en 1972 par ses gardes du corps; quant à Ben Bella, il serait, paraît-il, en résidence surveillée sur la côte est algérienne.

Quelles sont, selon vous, les pertes subies pendant la guerre d'Algérie? J'espère que vous pourrez nous donner ces renseignements dans l'un des prochains numéros.

M. R. B..., 78570 Andrésy

★

En réponse à M. C., 56210 Coëtquidan, « Historia Magazine » supplément au n° 319 « Nos lecteurs écrivent ».

Il est évident, bien sûr, que le 152ᵉ R.I.M. n'assurait pas seul la garde du barrage tunisien. Au fil des jours, la mémoire s'estompe, mais je crois que mon article n'a pas eu la prétention d'affirmer que nous étions seuls. De La Calle au sud de Tébessa, une trentaine d'unités se partageaient la tâche (des

Dès l'annonce de la signature des accords, des millions de tracts furent distribués sur le territoire algérien.

R.I., R.I.M., R.I.Ma, R.E.I., R.E.P., R.C.P., R.P.C., spahis, hussards, tirailleurs, etc., sans parler de l'artillerie et du génie).

Dans mon article, j'ai voulu donner un aperçu de l'activité principale d'une compagnie du 15.2. dont le secteur, sur le réseau principal, s'étendait de Toustain jusqu'au sud de Lamy, aux environs de la cote 1010 (7 compagnies au total).

J'aimerais lire de nombreux témoignages du barrage tunisien, qui a été une page de notre vie. Je n'ai pas vécu les moments les plus durs avec mon régiment (Sédrata, la ba-

LA PETITE HISTOIRE D'ÉVIAN

Descendu le premier de l'hélicoptère aux couleurs de l'armée suisse, Krim Belkacem relève frileusement le col de son pardessus. Il fait frisquet, malgré le soleil brillant. Un vent glacial soulevé par les pales de l'appareil fouette les visages. Sur la rive ourlée d'une neige légère, où une aire d'atterrissage a été aménagée, les eaux agitées du Léman clapotent. Le vice-président du G.P.R.A. a la mine soucieuse. Sur ses épaules pèse la responsabilité essentielle de ces négociations, commencées secrètement aux Rousses et qui doivent se conclure ici par un accord. Il porte les espoirs du peuple algérien et il en a conscience.

Deux autres appareils se posent. Saad Dahlab, Ben Yahia, Reda Malek, M'hamed Yazid et Boulharouf rejoignent le chef de la délégation, auprès duquel se tiennent Ben Tobbal et le colonel Ben Mostefa. Le sous-préfet de Thonon, M. Baud, accueille les visiteurs et leur serre la main avant qu'ils gagnent en voiture l'hôtel du Parc, où, dans la grande salle d'honneur, les attendent les trois ministres français Joxe, Buron, de Broglie. Il est 11 heures, le 7 mars 1962.

La ville est déserte, en ce début de mars. Point de curieux. Seuls, les journalistes qui battent la semelle depuis le lever du jour mettent un peu d'animation. L'indifférence pour ce qui se passe à l'hôtel du Parc est totale de la part des habitants d'Évian.

Indifférence et même mécontentement de certains, qui n'ont pas apprécié le choix de leur cité pour abriter la conférence. C'est qu'ils ont conservé un mauvais souvenir des négociations de l'an passé : la présence des C.R.S., qui effarouchait estivants et curistes, les lettres de menaces pleuvant sur la ville, l'assassinat du maire, Camille Blanc, par un commando de l'O.A.S... Voilà qui ne convient guère à la réputation de la charmante et paisible station thermale.

Autour du tapis vert, les discussions commencent. De part et d'autre on s'observe avec une circonspection teintée d'inquiétude. Mais l'atmosphère est



taille de Souk-Ahras, etc.), ni même la fin, car nous avons été relevés par la 13e D.B.L.E. (dont j'ai le souvenir d'une cuite mémorable avec les sous-off.) pour terminer à Alger contre l'O.A.S.

M. R. C...,
69270 Fontaines sur Saône

★

Étant lecteur de *la Guerre d'Algérie* depuis le début, je ne puis vous faire que des compliments. Mais là, dans le n° 333 (93), l'article d'Auriel Dahan, je fus suffoqué, car cet article est tendancieux et plein de parti pris.

Je me permets de corriger en lisant à partir de la dernière colonne de la page 2695. ▶

CESSEZ LE FEU

PAIX EN ALGERIE

Coll. Beraud

quand même à l'optimisme, les uns et les autres semblent bien convaincus cette fois que l'heure est venue d'en finir. « Sauvons les meubles », telle paraît être la devise des négociateurs, pressés par les événements qui ensanglantent l'Algérie. Car, chaque jour qui passe, de nouveaux morts s'ajoutent au long, au trop long martyrologe.

Cette « dernière manche » est d'un style différent des précédentes. C'en est terminé des monologues, des affrontements, des polémiques qui avaient caractérisé la première conférence d'Évian. A la manière dont les débats sont conduits, à la manière dont ils en parlent après chaque séance, on perçoit que le souci des uns et des autres n'est plus, comme naguère, d'imposer un point de vue et de s'y tenir, mais bien plutôt de chercher et de trouver ensemble le moyen d'aboutir au compromis.

Mais compromis n'est pas concession... et les discussions tournent parfois à l'escarmouche. Plus le dénouement approche, plus les rencontres se prolongent, parfois jusqu'à la limite de résistance des interlocuteurs. Après sept, huit, neuf heures parfois, d'âpres marchandages, les représentants des deux délégations se séparent, harassés. De retour sur l'autre rive du lac, à l'hôtel des Horizons-Bleus, du Signal-de-Bougy, il reste aux Algériens à entretenir les frères de Tunis par téléphone ou par télex, spécialement installés pour eux, du résultat de la journée; et là encore il faut discuter, convaincre, persuader... Du moins se retrouvent-ils au calme au Signal-de-Bougy. Au calme et à l'abri des fâcheux.

S'il est à la belle saison un but d'excursion d'où la vue embrasse la chaîne des Alpes et le mont Blanc, ce lieu-dit dominant la petite ville de Rolle est généralement désert l'hiver. Les services de sécurité helvétiques qui l'ont choisi pour en faire le quartier général des négociateurs algériens ne pouvaient trouver mieux.

Difficile à atteindre par la route, l'endroit est aisé à surveiller, et comme, au pays de Guillaume Tell, on ne lésine pas sur les moyens lorsqu'il s'agit de faire observer les règles de l'hospitalité, les autorités ont bien fait les choses. Un cordon de troupe et de gendarmerie — 300 hommes au total — cerne le périmètre au milieu duquel se dresse le petit hôtel de quinze chambres. Nul n'en approche à moins de 1 500 mètres sans montrer patte blanche. Doublant cet impressionnant dispositif, des patrouilles, accompagnées de molosses grondants et féroces, effectuent des rondes incessantes autour des « Horizons-Bleus »... Oui, Belkacem Krim et ses compagnons sont bien gardés, bien protégés des tueurs de l'O.A.S., dont une rumeur persistante colporte que certains rôdent sur la rive suisse du Léman, attendant l'instant propice.

Une sorte de psychose a gagné les esprits, et d'abord ceux des membres du service d'ordre. Ayant réussi à s'infiltrer dans le dispositif policier, des journalistes sont retenus à la gendarmerie toute une journée.

— Vous êtes ici en zone militaire. Vous encourez une peine de prison, s'entendent-ils déclarer.

Plus grave : un gendarme ▶

◀ *Certes, l'armée n'ignore plus les négociations d'Évian, mais la trêve unilatérale n'empêche pas la vigilance contre les bandes incontrôlées de l'A.L.N.*

HISTORIA magazine
SOMMAIRES

HISTOIRE COMPLÈTE
(en 112 numéros)

LA GUERRE D'ALGÉRIE



Coll. J.-P. Brun

Dans les foyers militaires, le cessez-le-feu sera salué par les formations musicales.

Il y avait cinq half-tracks armés de trois mitrailleuses de 30 chacun et deux avec des 12.7; les équipages ont été virés de force.

Les officiers de la légion ne donnent jamais d'ordres en langue étrangère, tout le monde parle non pas l'allemand, mais le français; chez nous, quand nous avons un ordre, il n'y a jamais de bousculade.

Un capitaine est monté sur le half-track. J'étais son radio, je l'ai suivi et là, nous nous sommes fait insulter : « Nazi ! Fasciste ! Pas besoin d'étrangers en France ! P.D. ! » et tout ça par des gens qui chantaient *l'Internationale* à tue-tête — et qui plus est, certains étaient pris de boisson, en particulier un grand sergent rouquin de l'aéronavale; quant à *la Marseillaise*, très juste.

Voilà pour la critique; j'ajoute que, le lendemain matin, quand nous avons monté les couleurs au mât de la base, leurs officiers ont refusé de les saluer, ils ont enlevé leurs casquettes, comme des civils.

M. S. T..., 17000 La Rochelle

(A suivre)

La petite histoire d'Évian *(suite)*

suisse est tué par un de ses camarades un soir que le brouillard enveloppe le site des « Horizons-Bleus ». Est-ce parce qu'il avait oublié le mot de passe, comme certains prétendent?... Les autorités helvétiques, embarrassées, font le silence sur l'affaire. Un autre soir, un petit avion de tourisme britannique, égaré dans la brume, est pris sous le feu d'une mitrailleuse de la police suisse.

— Nous avons cru qu'il allait bombarder les « Horizons-Bleus », explique un gradé.

... Il y a déjà neuf jours que les négociateurs se rencontrent quotidiennement, et l'impatience perce derrière les propos des délégués. Les discussions achoppent sur la composition de l'exécutif provisoire et sur le sort futur des combattants des wilayas. Sur ces deux points on s'obstine de part et d'autre, on piétine...

Enfin, le 18 mars, l'accord se fait. Et c'est l'instant historique. Joxe, Buron, de Broglie apposent leur paraphe auprès de celui de Belkacem Krim, le seul qui figurera au bas du document pour les Algériens. Alors, pour la première fois, les protagonistes de ces longs et difficiles marchandages se serrent la main.

Chez les Français, l'ambiance n'est guère à l'euphorie. On avait rêvé d'autre chose, d'une Algérie fraternelle, de la cohabitation d'un nouveau peuple dans un pays nouveau... Un rêve évanoui, balayé... Cette désillusion, ce désenchantement, on le lit sur le visage de Louis Joxe lorsque, l'air las, désabusé, les traits tirés, il annonce aux journalistes la conclusion de l'accord qui entrera en vigueur dès le lendemain 19 mars.

Côté algérien, au contraire, on exulte. Les visages fermés des jours précédents ont fait place à l'allégresse. Lorsque l'hélicoptère les ramène sur la rive suisse pour la dernière fois, on les sent pleins d'une joie contenue. La lutte de leur peuple pour son indépendance s'achève. Ils viennent de l'arracher à la France. Pour Belkacem Krim, l'ancien berger kabyle, le maquisard de 1947 promu vice-président du G.P.R.A., quelle revanche!

P.-A. L..., 75017 Paris

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue
elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

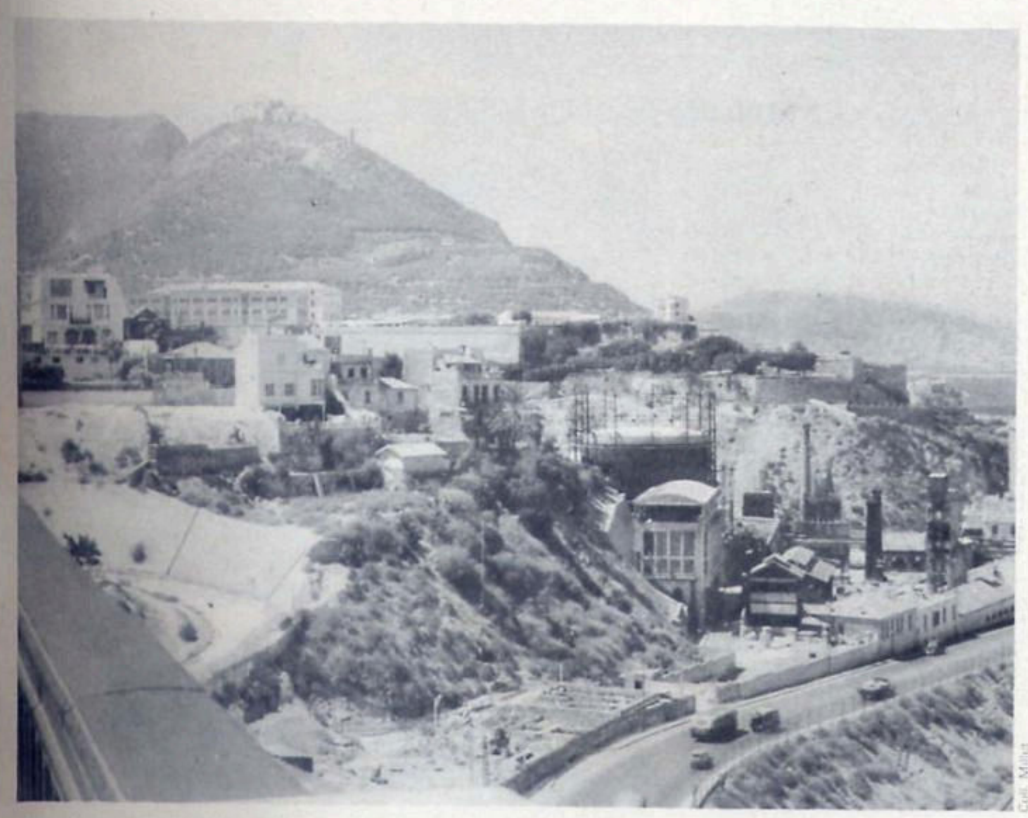
Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14ᵉ (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).
En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.
En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19ᵉ - D.L. C 351

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 361

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Oran. La rampe Valée et la route du port. En arrière-plan, le sanctuaire de la Vierge de Santa-Cruz et la rade de Mers el-Kébir.

Étant abonné à votre revue *la Guerre d'Algérie*, je tiens à vous féliciter pour la grande qualité de vos ouvrages qui sont surprenants de vérité et d'authenticité; je ne serai pas sans citer également la grande qualité de vos documents photographiques, qui sont bien souvent des témoins de poids à vos récits.

Pourtant, comme tout lecteur, je me permettrai une légère critique qui, j'en suis convaincu, vient d'un sentiment de frustration à l'égard de l'arme dans laquelle je fus très près de servir.

En effet, les commandos marine n'ont pas tenu une grande place dans vos rubriques, si ce n'est deux articles, dont l'un sur la base-école à Cap-Matifou, du nom de Siroco.

Malgré tout, je tiens à porter à votre connaissance certains faits qui, je pense, remettront les commandos marine à la place qui leur revient :

a) les commandos marine sont héritiers du béret vert depuis 1945;

b) la légion étrangère n'a pu porter le béret vert qu'après accord de la marine;

c) chaque commando marine ne recevait son badge qu'après son instruction, qui portait un numéro matricule;

d) chaque commando devait ▶